

PERSPECTIVES



Perspectives économiques 2019-2024

Juin 2019



**Bureau
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

Contributions

Cette publication a été réalisée par les membres de la Direction générale du BFP :

Coordination générale assurée par Igor Lebrun, Delphine Bassilière, Michel Saintrain et Filip Vanhorebeek.

Ont contribué : Ingrid Bracke, Bart De Ketelbutter, Frédérique Denil, Greet De Vil, Ludovic Dobbelaere, Nicole Fasquelle, Vincent Frogneux, Gina Gentil, Koen Hendrickx, Laurence Laloy, Vanessa Lutgen, Hendrik Nevejan, Bertrand Scholtus, Peter Stockman, Patrick Van Brusselen, Peter Willemé.

Traduction : Christelle Castelain, Ben Dragon, Miguel Louis et Patricia Van Brussel.

Cellule informatique : Geert Bryon, Adinda De Saeger et Dominique Van Der Wal.

Bureau fédéral du Plan

Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles

tél. : +32-2-5077311

fax : +32-2-5077373

e-mail : contact@plan.be

<http://www.plan.be>

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay - Dépôt légal : D/2019/7433/14

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Évolutions macroéconomiques.....	2
3. Marché du travail	7
4. Finances publiques	12
5. Annexe.....	17

Liste des graphiques

Graphique 1	Croissance économique mondiale et de la zone euro.....	2
Graphique 2	Évolution des exportations et de l'indicateur de marchés potentiels d'exportation	3
Graphique 3	Consommation, revenu disponible et taux d'épargne des particuliers	4
Graphique 4	Évolution des investissements des entreprises et de leur taux de rentabilité	5
Graphique 5	Contributions à la croissance de la population active (définition BFP)	7
Graphique 6	Population active occupée et taux d'emploi	10
Graphique 7	Chômage et taux de chômage (définition BFP)	10
Graphique 8	Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques.....	12
Graphique 9	Solde de financement du pouvoir fédéral et contributions à ses variations.....	13
Graphique 10	Solde de financement de la sécurité sociale et contributions à ses variations	14
Graphique 11	Solde de financement des communautés et régions et contributions à ses variations	15
Graphique 12	Solde de financement des pouvoirs locaux et contributions à ses variations	16

1. Introduction

Ce rapport synthétise les résultats de la version de juin des « Perspectives économiques 2019-2024 ». Une version provisoire de ces perspectives a été publiée à la mi-février par le Bureau fédéral du Plan dans le cadre de la préparation du programme de stabilité et du programme national de réforme. Cette version de février a également constitué le scénario de référence pour le chiffrage des programmes électoraux dont les résultats ont été publiés à la fin avril.

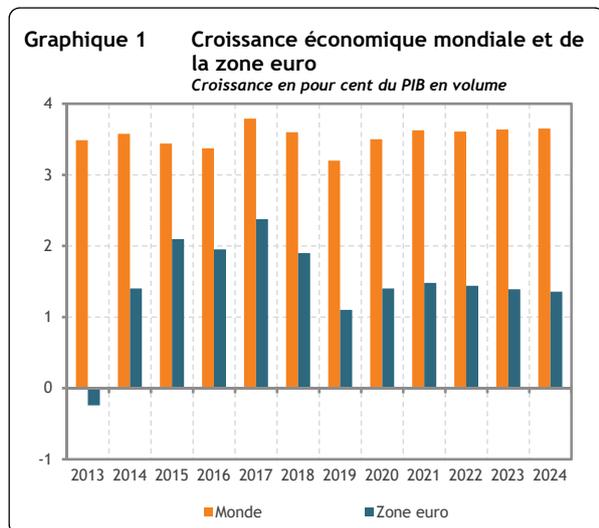
Ces perspectives sont cohérentes à l'horizon 2020 avec les chiffres qui ont été publiés le 6 juin dans le cadre du budget économique, après approbation par le conseil d'administration de l'Institut des comptes nationaux.

Comme à l'accoutumée, ces perspectives sont élaborées à politique inchangée. Elles incorporent l'essentiel de l'information concernant les recettes et les dépenses des administrations publiques disponible à la fin mai. Elles n'anticipent pas les éventuelles mesures d'économies budgétaires que les futurs gouvernements seront amenés à prendre, ce qui implique des risques à la baisse en ce qui concerne les dépenses publiques et leur impact sur la croissance économique.

Le rapport est, pour le reste, structuré de la manière suivante. Le chapitre 2 décrit le contexte international et les perspectives de croissance économique et d'inflation en Belgique. Les résultats pour le marché du travail sont exposés au chapitre 3. Enfin, le chapitre 4 donne un aperçu des résultats de finances publiques.

2. Évolutions macroéconomiques

La croissance économique mondiale fléchit depuis l'an dernier, la reprise qui se profile à partir de 2020 provient surtout des économies émergentes



Depuis 2018, le rythme de croissance de l'économie mondiale a connu un ralentissement. Cette année, elle devrait s'établir à 3,2 % (contre 3,8 % en 2017). Ce ralentissement s'accompagne d'un tassement de la croissance du commerce mondial, lequel est de surcroît renforcé par des conflits commerciaux et des mesures protectionnistes. La croissance du PIB américain devrait se maintenir à 2,6 % cette année (contre 2,9 % en 2018), mais tomberait à 1,9 % l'an prochain sous l'effet de l'extinction progressive des impulsions budgétaires expansionnistes. Le ralentissement de la croissance est plus marqué dans la zone euro qui, en compa-

raison avec les États-Unis, est beaucoup plus dépendante des exportations. En outre, la croissance du PIB au deuxième semestre de 2018 y a été freinée par des facteurs temporaires, comme la forte baisse de la production automobile allemande. Compte tenu notamment de ce point de départ défavorable, la croissance du PIB de la zone euro baisserait à 1,1 % cette année, contre 1,9 % en 2018 et un peu plus de 2 % en moyenne au cours des trois années précédentes. Elle devrait remonter à 1,4 % en 2020, grâce à la dynamique de la croissance mondiale (3,5 % en 2020), laquelle est alimentée par un certain nombre d'économies émergentes comme l'Argentine, le Brésil et la Turquie.

À partir de 2021, la croissance de l'économie mondiale se maintiendrait à 3,6 % par an. Les économies émergentes – malgré de sensibles écarts de croissance au sein de ce groupe – continueraient d'afficher une croissance nettement plus élevée que les économies développées, qui sont freinées par le vieillissement de la population et une croissance plus modérée de la productivité. La croissance du PIB de la zone euro progresserait à 1,5 % en 2021 et se stabiliserait ensuite à 1,4 % par an, tandis que celle de l'économie américaine atteindrait 1,6 % par an à partir de 2022.

Un scénario international entouré d'importants risques à la baisse

Ce scénario s'accompagne d'importants risques à la baisse comme une nouvelle escalade des différends commerciaux entre les États-Unis et la Chine, un départ chaotique du Royaume-Uni de l'Union européenne et une forte augmentation des prix du pétrole brut suite à des tensions géopolitiques. En outre, les incertitudes entourant la politique budgétaire de certains pays de la zone euro sont susceptibles de miner la confiance des marchés financiers et de raviver la crainte d'une nouvelle crise de l'euro.

Au cours de la période 2019-2024, la croissance du PIB belge serait, en moyenne, identique à celle de la période 2013-2018 (1,3 %)

Le ralentissement conjoncturel européen s'est propagé à l'économie belge, dont la croissance a fléchi de 1,7 % en 2017 à 1,4 % en 2018. La croissance du PIB belge s'établirait à 1,3 % en 2019 et en 2020, soit un rythme à peine moindre que celui observé l'an dernier. L'environnement international moins porteur a freiné la croissance des exportations. Cette année, la croissance des importations devrait être légèrement inférieure à celle des exportations pour ensuite s'accélérer quelque peu en 2020, sous l'effet du renforcement de la demande intérieure portée par la consommation des particuliers. Par conséquent, la contribution des exportations nettes à la croissance économique resterait faiblement positive en 2019 et deviendrait négative en 2020. La croissance du PIB serait légèrement plus rapide en 2021 (1,4 %) sous l'impulsion d'exportations un peu plus soutenues, mais étant donné la dynamique de la demande intérieure (particulièrement les dépenses des ménages), la contribution des exportations nettes à la croissance économique reste légèrement négative. Au cours de la période 2022-2024, la croissance économique belge ralentirait quelque peu (de 1,3 % en 2022 à 1,2 % en 2023), en raison d'une évolution plus limitée des dépenses intérieures du secteur privé. Sur l'ensemble de la période 2019-2024, la croissance économique serait, en moyenne, identique à celle de la période 2013-2018 (1,3 %).

La contribution à la croissance économique des exportations nettes est légèrement négative à partir de 2020

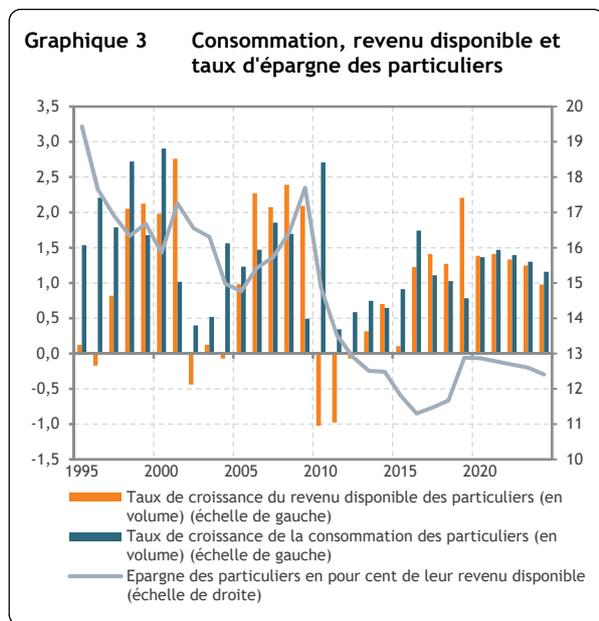


En 2019, la croissance des débouchés extérieurs de la Belgique ralentit quelque peu (de 3,2 % en 2018 à 2,9 % en 2019), entraînant dans son sillage une moindre progression des exportations belges en volume (de 3,6 % en 2018 à 2,9 % en 2019). La croissance des importations en volume ralentirait également mais dans une moindre mesure (de 3,3 % à 2,8 %), de sorte que la contribution des exportations nettes à la croissance économique reste encore légèrement positive en 2019. En 2020 et 2021, les marchés extérieurs pertinents pour la Belgique connaîtraient graduellement une accélération (passant à, respectivement, 3,3 et 3,9 %). La croissance des exportations, pour sa part, se maintiendrait à

2,9 % en 2020, n'accélération véritablement qu'en 2021 (3,5 %). La progression des importations aurait un profil assez similaire, tout en demeurant supérieure à celle des exportations (respectivement 3,0 et 3,6 %) ; la contribution des exportations nettes à la croissance économique deviendrait dès lors négative. Au cours de la période 2022-2024, les marchés extérieurs pertinents pour la Belgique croîtraient à un rythme annuel moyen de 3,8 %. Cette évolution, associée à la stabilisation de la parité euro-dollar et à l'augmentation des coûts salariaux par unité produite, se solderait par une croissance des exportations belges de 3,4 % en moyenne. Les importations devraient atteindre un rythme de progression légèrement

supérieur (3,5 %) ; dès lors, les exportations nettes auraient une contribution à la croissance économique légèrement négative.

Après une croissance décevante en 2019, la consommation des particuliers redevient un moteur important de la demande intérieure

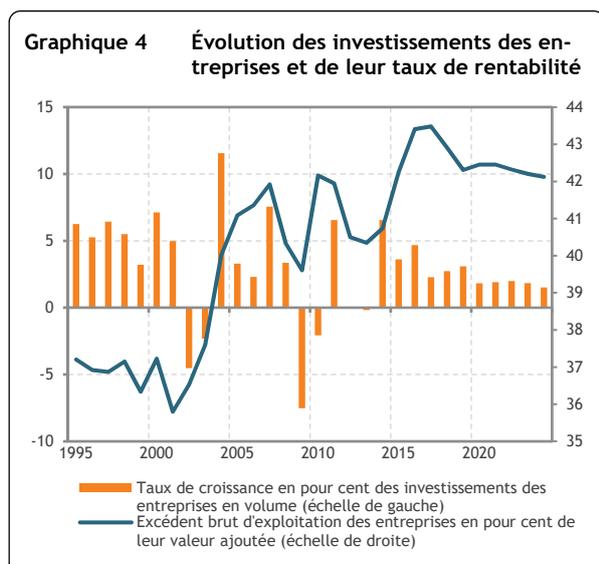


Cette année, le revenu disponible réel des particuliers devrait croître de 2,2 %. Cet accroissement marqué s'explique par de nouvelles baisses de l'impôt des personnes physiques (dans le cadre de la dernière phase du tax shift), l'évolution plus soutenue des prestations sociales, les nombreuses créations d'emplois et la plus forte indexation des salaires du secteur privé, combinée à un ralentissement de l'inflation. La croissance en volume des dépenses de consommation se limiterait toutefois à 0,8 % en 2019, donnant lieu à une forte augmentation du taux d'épargne des particuliers. Dans le courant de l'année 2018, le consommateur belge est en effet devenu plus pessimiste par rapport à sa situation économique, ce qui s'est traduit par un léger repli de la consommation des particuliers durant le deuxième semestre et, par conséquent, par un point de départ défavorable pour l'année 2019.

Parallèlement à l'augmentation du pouvoir d'achat, la croissance de la consommation devrait rebondir en 2020 pour atteindre 1,4 % et ainsi donner un élan significatif à la demande intérieure. En l'absence de nouvelles mesures de baisse des prélèvements obligatoires et malgré une progression significativement positive du salaire brut horaire réel, la croissance du revenu disponible réel des particuliers devrait progressivement fléchir, passant de 1,4 % en 2021 à 1,0 % en 2024. Les dépenses de consommation connaîtraient un profil analogue, quoique légèrement moins prononcé, de sorte que le taux d'épargne reculerait quelque peu à partir de 2021.

Les investissements, tant des entreprises que des ménages, devraient être particulièrement dynamiques en 2019, avant de croître à des rythmes plus modérés

En dépit de la détérioration de la conjoncture internationale et de l'érosion de la confiance des producteurs belges qui en résulte, la croissance du volume des investissements des entreprises serait, tout comme en 2018 (2,7 %), particulièrement soutenue en 2019 (3,1 %). Le contexte actuel reste assez propice à l'investissement en raison du niveau, encore élevé, de la rentabilité et des conditions de financement favorables. En outre, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle est, depuis plusieurs années déjà, supérieur à sa moyenne historique, ce qui accroît les besoins en investissements d'expansion. La croissance du volume des investissements des entreprises ralentirait cependant, pour atteindre 1,8 % en 2020 ; ce rythme serait, en moyenne, maintenu durant la période 2021-2024. Cette croissance



plus limitée s'explique par la remontée des taux d'intérêt de long terme à partir de 2021, un léger affaiblissement des perspectives de débouchés à partir de 2023 et une rentabilité des entreprises moins élevée, notamment en raison d'une croissance plus soutenue des coûts salariaux horaires. Malgré ce ralentissement, la progression des investissements des entreprises demeure supérieure à celle du PIB.

La croissance du volume des investissements en logements, pour sa part, connaîtrait un pic en 2019 (4,1 %), en raison d'un effet d'acquis de croissance positif suite à l'activité d'investissement soutenue

au quatrième trimestre de 2018. Elle s'affaiblirait nettement en 2020 (1,2 %) et 2021 (1,4 %). Parallèlement à la remontée des taux d'intérêt de long terme et au ralentissement de la progression du revenu disponible réel des particuliers, elle se tasserait davantage encore à moyen terme (1,0 % par an en moyenne au cours de la période 2022-2024).

Les investissements des administrations publiques présentent de fortes variations

La croissance du volume des investissements des administrations publiques de 2019 (3,3 %) serait en nette décélération par rapport à celle de 2018 (7,3 %), et ce en raison du recul des investissements des pouvoirs locaux en cette année post-électorale. Les investissements des régions continueraient de croître à un rythme soutenu. En 2020 et 2021, la croissance des investissements de l'ensemble des administrations publiques s'accélérait (pour atteindre, respectivement, 5,6 et 5,5 %), principalement en raison des importants investissements des régions (en particulier du projet Oosterweel en Flandre) en 2020 et du pouvoir fédéral dans la Défense en 2021. Au cours de la période 2022-2024, la progression volatile des investissements publics s'explique par le programme des investissements du pouvoir fédéral dans la Défense (lesquels atteignent un pic en 2023 avant de se tasser par la suite) et par les investissements des pouvoirs locaux, qui, en 2023-2024, s'accélèrent en prévision des élections communales.

En l'absence de nouvelles mesures, la croissance de la consommation publique s'établirait à 1,2 % à partir de 2020

En 2019, la consommation publique en volume devrait croître un peu plus fortement (1,0 %) qu'en 2018 (0,8 %), et ce surtout en raison d'une nette accélération de la croissance des dépenses de soins de santé, leur progression ayant été, il est vrai, particulièrement faible en 2018. En 2020, par contre, c'est l'accélération de la croissance des rémunérations publiques, dans le sillage de celle de l'emploi public, qui explique le surplus de croissance de la consommation publique (1,2 %). Au cours de la période 2021-2024, et en l'absence de nouvelles mesures, la croissance en volume de la consommation publique maintiendrait ce rythme, principalement soutenue par celle des dépenses de soins de santé, la progression des rémunérations publiques étant moins dynamique.

L'inflation devrait ralentir à 1,5 % en 2020, puis remonter jusqu'à atteindre 1,9 % en 2024

En 2018, les prix de l'énergie ont encore augmenté de manière sensible, si bien que l'inflation belge (mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation) a atteint 2,1 %. On devrait assister à un mouvement inverse cette année et en 2020. Le prix du pétrole en euros devrait pratiquement se stabiliser en 2019, puis légèrement diminuer en 2020, avec pour effet un ralentissement de l'inflation à respectivement 1,7 % et 1,5 %. À partir de 2021, l'inflation s'accélérerait progressivement jusqu'à atteindre 1,9 % en 2024. Cette évolution s'explique par une augmentation des prix de l'énergie et par une légère hausse de l'inflation sous-jacente due à une combinaison de deux facteurs. La croissance du coût salarial par unité produite s'est clairement accélérée depuis 2017 suite à la disparition progressive des effets de la politique de modération salariale menée au cours de la période 2014-2016. Les prix de l'énergie jouent également un rôle car leur augmentation depuis 2017 ne serait que temporairement interrompue en 2019 et 2020. Même si les prix de l'énergie n'influencent pas directement l'inflation sous-jacente, ils se répercutent après un certain temps sur les prix des autres biens et services.

La baisse tendancielle de l'intensité énergétique se prolonge. Les émissions de gaz à effet de serre devraient augmenter à moyen terme en raison de la fermeture de deux centrales nucléaires

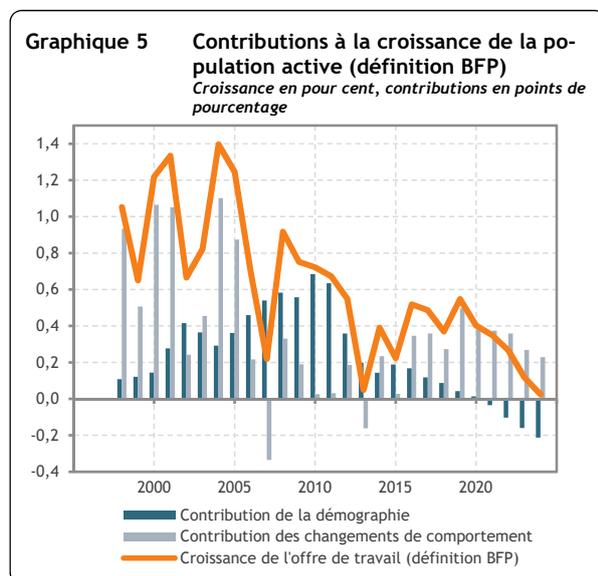
La consommation finale d'énergie¹ augmenterait en moyenne de 0,5 % par an au cours de la période 2019-2024, mais l'intensité énergétique² poursuivrait son évolution à la baisse. Les émissions de CO₂ liées à l'énergie diminueraient en début de période de projection à la suite des modifications structurelles intervenues dans la consommation d'énergie en faveur de produits moins polluants et d'énergies renouvelables. À moyen terme, elles repartiraient à la hausse compte tenu de la fermeture de deux centrales nucléaires. Les émissions de CO₂ non liées à l'énergie diminueraient au cours de la période 2019-2024, tout comme les émissions de CH₄, N₂O et de gaz fluorés. Les émissions totales de gaz à effet de serre atteindraient 113,2 Mt d'équivalent CO₂ en 2024, contre 112,9 Mt d'équivalent CO₂ en 2018.

¹ Consommation finale d'énergie : énergie livrée aux consommateurs finaux (industrie, transports, tertiaire, foyers domestiques et agriculture).

² Intensité énergétique : rapport entre la consommation intérieure brute d'énergie, exprimée en millions de tonnes d'équivalent pétrole, et le PIB, exprimé en volume.

3. Marché du travail

La croissance de l'offre de travail ralentit nettement à partir de 2023



Le vieillissement des cohortes du baby-boom s'accompagne d'une baisse structurelle de la contribution des évolutions démographiques au développement de l'offre de travail. Au cours des trois dernières années, cette tendance a été compensée par une évolution plus dynamique des taux d'activité. Dans les classes plus âgées, les taux d'activité continuent également à augmenter régulièrement durant la période 2019-2021 (effets de cohorte chez les femmes ; hausse de l'âge d'accès et/ou durcissement des conditions de carrière en matière de pension anticipée et de RCC³ ; nombre croissant de personnes continuant à travailler à l'âge légal de la retraite et ultérieurement), tandis que, dans les

classes d'âge inférieures, les taux d'activité ne diminuent plus (sans pour autant compenser les pertes enregistrées au cours des quinze dernières années). Durant la période 2019-2021, la croissance de l'offre de travail se maintient pratiquement au même niveau qu'au cours des trois dernières années (en moyenne 0,43 %, soit +23 400 personnes par an), même si la croissance de 2019 est influencée à la hausse par une modification apportée à l'enregistrement des demandeurs d'emploi bénéficiaires du revenu d'intégration en Région wallonne.

Au cours de la deuxième moitié de la période de projection, le solde migratoire externe dans la population d'âge actif diminue⁴, si bien que la contribution de la démographie à la croissance de l'offre de travail devient de plus en plus négative. De plus, les mesures sur les fins de carrière atteignent leur vitesse de croisière, avec pour effet un ralentissement de la croissance de la participation dans les classes d'âge supérieures. La croissance de la population active chute durant cette période et passe de 0,35 % (+19 000 personnes) en 2021 à 0,02 % (+1 300 personnes) en 2024. Malgré cette lourde baisse, l'offre de travail augmente de 92 500 personnes sur l'ensemble de la période, un chiffre assez proche de celui enregistré pour les six dernières années (+108 200 personnes).

Après 2020, la croissance des salaires bruts avant indexation et des coûts nominaux du travail s'accélère...

En 2018, le coût horaire nominal du travail dans les branches d'activité marchande n'a augmenté que de 1,0 % en raison de la faible hausse des salaires horaires bruts avant indexation (0,3 %) et des réductions de charges salariales introduites dans le cadre du tax shift.

³ RCC : régime de chômage avec complément d'entreprise (anciennement la prépension).

⁴ Voir : 'Perspectives démographiques 2018-2070 – Population et ménages', Bureau fédéral du Plan et Statbel, janvier 2019.

En 2019 et 2020, le coût horaire nominal du travail devrait augmenter de respectivement 2,2 % et 1,8 %. L'application de la loi sur la compétitivité de 2017 implique que les salaires horaires bruts avant indexation pourraient augmenter de maximum 1,1 % en 2019-2020, soit la marge fixée dans l'accord interprofessionnel de février 2019. Dans l'hypothèse où cette marge serait totalement utilisée, les salaires horaires bruts avant indexation augmenteraient de 0,5 % en 2019 et de 0,6 % en 2020. En outre, la croissance du coût du travail est freinée par la hausse des subventions salariales, lesquelles profitent principalement au secteur de la construction.

Au cours de la période 2021-2024, l'évolution du coût horaire du travail est déterminée de manière endogène ; étant donné la hausse de la productivité du travail et la baisse du taux de chômage, elle s'élève, en moyenne, à 2,8 % par an. Le coût unitaire du travail augmente de 1,9 % en moyenne par an. La croissance des salaires horaires bruts avant indexation s'accélère à 1 % par an en moyenne au cours de cette période. La croissance du coût du travail reflète également les corrections par rapport aux déséquilibres apparus dans la formation des salaires avant 2021, déséquilibres qui s'expliquent soit par la modération des salaires bruts imposée par le gouvernement, soit par d'autres rigidités empêchant l'adaptation immédiate des salaires bruts aux conditions économiques. En moyenne, environ un quart de la croissance du coût du travail en 2021-2024 serait due à ces corrections.

Après 2018, l'impact des taux de cotisations patronales sur le coût du travail est pratiquement neutre⁵. Le taux implicite de cotisations patronales passe de 32,4 % en 2018 à 32,2 % en 2024. Même si les taux légaux-statutaires de cotisations sont stables après 2018, le taux implicite de cotisations légales passe de 22,8 % à 23,1 % parce que les réductions spécifiques de cotisations axées sur les bas salaires n'évoluent pas au même rythme que les salaires bruts. Par ailleurs, la pression parafiscale est atténuée par le durcissement des conditions du régime RCC, aussi bien de manière directe via le taux de cotisations imputées (diminution de 3,2 % à 2,9 %) que via les cotisations ONSS sur les compléments d'entreprise dans le régime RCC.

... entraînant dans son sillage un ralentissement de la croissance de l'emploi des branches d'activité marchande

Malgré le léger tassement de la croissance de l'activité, la progression de l'emploi dans les branches d'activité marchande est pratiquement aussi forte cette année que l'année dernière (1,4 % contre 1,5 %). De ce fait, on enregistre une croissance quasiment nulle de la productivité par tête pour la quatrième année consécutive. Cette faible croissance de la productivité est favorisée par l'évolution modérée du coût réel du travail, avec pour effet une croissance plus intensive en main-d'œuvre. Elle s'explique également par une diminution structurelle de la contribution de la productivité totale des facteurs, qui affecte durablement à la baisse la croissance de l'activité potentielle dans le secteur marchand.

L'année prochaine, la croissance de l'activité marchande se stabilise, mais les gains de productivité repartent à la hausse (croissance de 0,5 %), à mesure que la croissance du coût réel du travail se redresse. Il en résulte une diminution de la croissance de l'emploi marchand à 0,9 %. Au cours des années 2021-2024, la croissance de l'emploi marchand continue de fléchir (elle atteint 0,6 % en 2022, puis elle diminue

⁵ Dans le texte ci-après, les taux de cotisations des branches d'activité marchande cités sont calculés en ce compris les entreprises publiques. Dans l'annexe statistique, par contre, ils sont définis hors entreprises publiques.

plus lentement pour s'établir à 0,5 % en 2024), dans un premier temps à mesure que la croissance de la productivité continue à s'accélérer (jusqu'à atteindre 0,8 % à partir de 2021), mais ensuite également parce que la croissance de l'activité économique ralentit dans les branches marchandes (de 1,5 % en 2021 à 1,4 % en 2022 et à 1,3 % en 2023-2024).

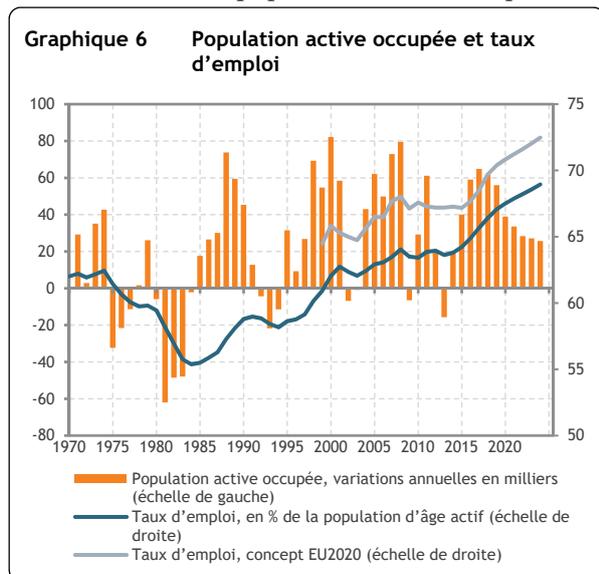
Gains de productivité et perte d'emplois dans l'industrie manufacturière ; davantage d'activité et d'emplois dans le secteur de la construction ; accélération de la croissance de l'emploi de la branche « santé et action sociale » sous l'impulsion de la demande finale

Sur l'ensemble de la période, le nombre d'emplois dans les branches marchandes augmente de 190 600 unités, soit à un rythme légèrement moins élevé qu'au cours des six dernières années (+209 800 unités). Tant dans l'industrie manufacturière que dans la construction, la croissance de l'emploi est repartie à la hausse au cours des trois dernières années, à la faveur de l'évolution particulièrement modérée du coût réel du travail. Dans l'industrie manufacturière, on devrait toutefois enregistrer une perte de 19 300 emplois à moyen terme, à mesure que la croissance de la productivité repart à la hausse. Dans le secteur de la construction, en revanche, l'emploi continue à augmenter (+19 200 emplois), grâce à la hausse sensible de l'activité et à l'octroi de subventions salariales ciblées au début de la période.

La poursuite de la forte progression de l'emploi dans les services marchands (+192 800 postes de travail) s'explique principalement par les évolutions dans les branches « santé et action sociale » (+72 100 emplois) et « autres services marchands » (+98 800 emplois). En comparaison avec les six dernières années, les créations d'emploi s'accroissent dans la première branche, sous l'impulsion de la forte croissance de la demande finale pour de tels services, tandis que la croissance de l'emploi dans la deuxième branche, qui a été soutenue au cours des dernières années par la nette progression du nombre d'emplois intérimaires, diminue pratiquement de moitié. Dans les branches « commerce et horeca » et « transports et communication », l'emploi progresse modestement (de respectivement +8 200 et +4 300 emplois), tandis qu'il continue de baisser dans la branche « crédit et assurances » (-5 800 emplois). Enfin, la progression des emplois titres-services (+15 800 personnes) reste soutenue.

Dans l'enseignement, vu la progression de la population scolaire et les nouvelles mesures prises par les deux Communautés pour accroître le taux d'encadrement, le nombre d'emplois continue d'augmenter, quoique à un rythme moins soutenu que dans le passé récent. Dans le même temps, en l'absence de nouvelles mesures, les effectifs de l'administration fédérale ne diminuent plus. Au total, l'emploi public progresserait moins rapidement (+11 200 personnes) qu'au cours des six dernières années. Par conséquent, la croissance de l'emploi dans les branches non marchandes reste inférieure à celle des branches marchandes également à moyen terme, même si une certaine convergence se marque à mesure que la période progresse.

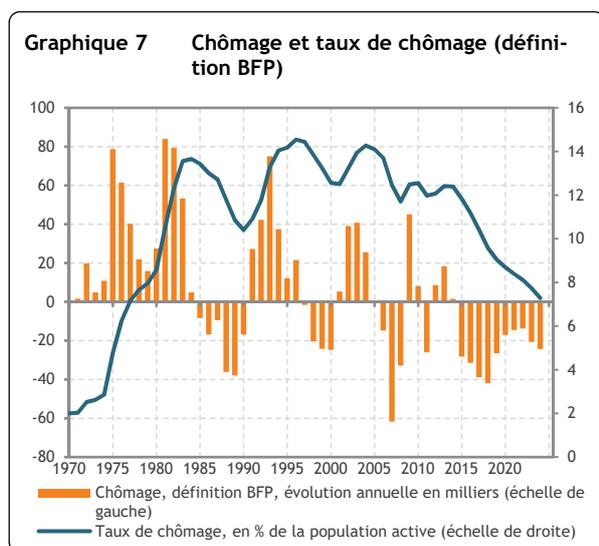
La croissance de la population active occupée s'inscrit, cette année, dans le prolongement de celle en-



registrée au cours des trois dernières années (+56 000 personnes). Elle diminue ensuite de moitié en l'espace de trois ans (+27 500 personnes en 2022) pour ne plus se tasser que légèrement au cours des deux dernières années de la période de projection (+25 000 personnes en 2024). À moyen terme, la population active occupée progresserait de 205 500 personnes, donc à un rythme un peu moins soutenu qu'au cours des six dernières années (+229 000 personnes). La croissance de la population en âge de travailler étant également en forte baisse, le taux d'emploi⁶ continue d'augmenter régulièrement tout au long de la période de projection et passe de 69,7 % en 2018 à 70,8 % en 2020 –

certes un niveau bien en dessous de l'objectif de 73,2 % fixé par la Belgique pour cette année – et à 72,4 % en 2024.

Le taux de chômage diminue drastiquement, pour atteindre en 2024 un niveau qui n'a plus été enregistré depuis la deuxième moitié des années 70



Le chômage (définition administrative) a baissé de 140 500 personnes au cours des quatre dernières années ; cette baisse a été favorisée par l'intensité en emploi de la croissance dans le secteur marchand au cours de cette période. Cette année, la baisse du chômage est moins prononcée qu'au cours des deux dernières années (-26 500 personnes), mais ceci s'explique en partie par la réincorporation des demandeurs d'emploi bénéficiaires du revenu d'intégration dans les chiffres du chômage wallon. Au cours de la période 2020-2022, la croissance de l'emploi diminue sensiblement, tandis que la croissance de l'offre de main-

d'œuvre diminue à peine, si bien que la baisse annuelle du chômage continue de se tasser (jusqu'à -13 000 personnes en 2022). La baisse du chômage s'accélère à nouveau sur la période 2023-2024 (-23 600 personnes en 2024) étant donné que le ralentissement de la croissance de la population active est nettement plus marqué que celui de l'emploi. Le taux de chômage administratif est passé de 10,4 % en 2014 à 9,5 % en 2018 et devrait finalement atteindre 7,4 % en 2024, soit le niveau le plus bas atteint depuis la seconde moitié des années 70.

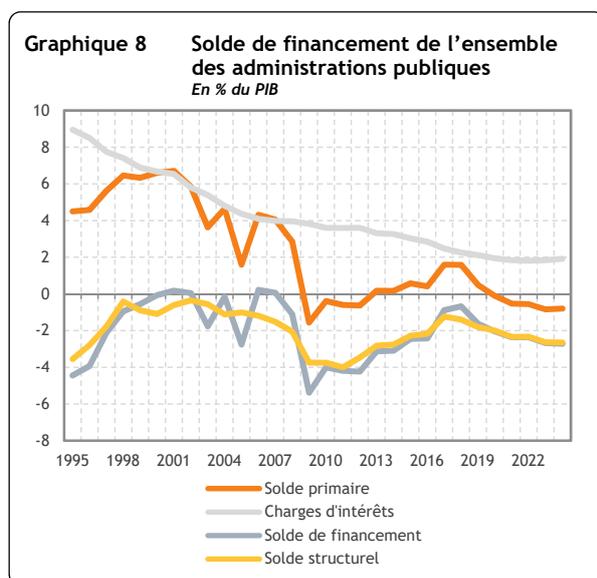
⁶ Selon la définition retenue dans le cadre de la stratégie EU2020 (source : Enquête sur les forces de travail, classe d'âge 20-64 ans).

Dans ces circonstances, nous ne pouvons pas exclure que notre modélisation capte insuffisamment des réactions qui pourraient se développer (restrictions de l'offre pesant sur la croissance ; pressions à la hausse plus fortes sur les salaires, taux d'activité et migration nette). En revanche, la croissance de l'emploi est soutenue, dans ces perspectives, par une politique budgétaire qui – en l'absence de nouvelles mesures – peut être considérée comme expansive en comparaison avec les objectifs fixés.

4. Finances publiques

En l'absence de nouvelles mesures restrictives, le déficit public se creuse en projection

La projection de finances publiques tient compte des dispositions législatives en place et des décisions connues du BFP à la fin mai 2019. Elle est réalisée à politique inchangée, ce qui suppose une absence de politique budgétaire active (i.e. une absence de nouvelles mesures). Ceci se traduit, dans les paramètres macroéconomiques et démographiques de la projection, par une dégradation tendancielle des finances publiques de la Belgique, ce d'autant que les charges d'intérêts sont désormais pratiquement stables et donc ne dégagent plus de marges de manœuvre comme ce fut le cas auparavant.



Le solde de financement des administrations publiques passe de -0,7 % du PIB en 2018 à -1,6 % du PIB en 2019, -2,1 % du PIB en 2020 et -2,7 % du PIB à l'horizon 2024. Malgré ces déficits, la dette publique en pour cent du PIB reste pratiquement stable en projection (voir tableaux ci-après) grâce, notamment, à la croissance économique et à l'inflation qui augmentent le dénominateur du ratio.

Le solde structurel, évalué à -1,4 % du PIB en 2018, suit la même tendance que le déficit nominal : en 2021 (horizon fixé pour le retour à l'équilibre structurel dans le programme de stabilité indicatif d'avril 2019), il se monte à -2,3 % du PIB potentiel, soit un peu plus de 11 milliards d'euros.

Ces résultats sont entourés d'incertitudes dont l'une est à mentionner en particulier : l'évolution de l'impôt sur le revenu des sociétés. Sa hausse spectaculaire en 2017-2018 (de l'ordre de 1 % du PIB) est vraisemblablement liée à la hausse des pénalités pour insuffisance de versements anticipés. La présente projection table sur une décréue rapide et un retour, à moyen terme, au taux implicite d'imposition qui prévalait avant cet épisode haussier.

a. Pouvoir fédéral

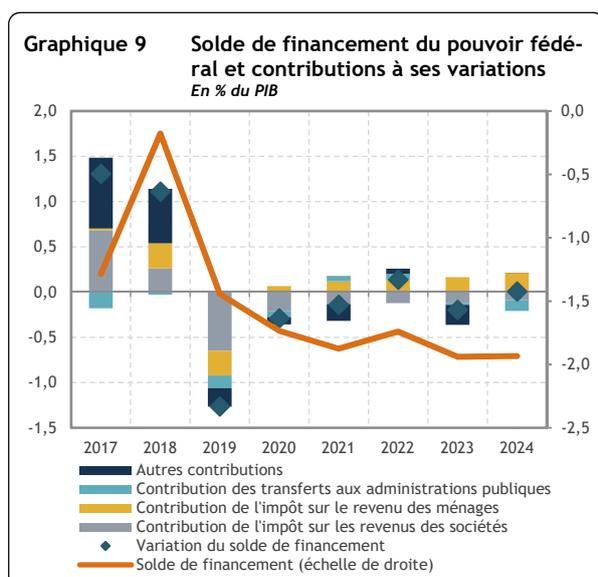
Le pouvoir fédéral perd en recettes fiscales et concentre l'essentiel du déficit public

Le solde de financement du pouvoir fédéral passe de -0,2 % du PIB en 2018 à -1,4 % du PIB en 2019, -1,7 % du PIB en 2020 et -1,9 % du PIB à l'horizon 2024.

Le solde enregistré en 2018 est exceptionnel car en partie attribuable à des facteurs temporaires : hausse des versements anticipés à l'impôt des sociétés et compensation par les Régions du trop-perçu au cours de la période transitoire de la loi spéciale de financement (LSF).

En 2019, l'on s'attend à une détérioration du solde de financement en raison de trois facteurs principaux : le contrecoup des facteurs temporaires de 2018, la mise en œuvre du dernier volet du tax shift à l'impôt des personnes physiques et une augmentation des transferts à la sécurité sociale compte tenu des dispositions en vigueur.

À moyen terme, le déficit du pouvoir fédéral tend encore à se creuser légèrement, en raison surtout de l'évolution des recettes. L'impôt sur le revenu des sociétés se tasse en pour cent du PIB, de même que les recettes d'accises. Ces dernières, en l'absence d'indexation des droits, évoluent comme les assiettes en volume ; de plus, la consommation des produits soumis à accises est elle-même en recul en proportion de la consommation totale des ménages. Par contre, l'impôt sur le revenu des ménages s'inscrit en



augmentation en pour cent du PIB à partir de 2020. Les recettes d'IPP sont favorisées par la dynamique du marché du travail et le jeu de la progressivité de cet impôt en contexte de croissance réelle positive des revenus par tête. Les recettes de précompte mobilier sont favorablement influencées par la remontée des taux d'intérêt.

Les dépenses du pouvoir fédéral sont globalement stables en pourcentage du PIB sur l'ensemble de la période de projection. Certaines dépenses ont une dynamique un peu supérieure à la croissance économique : les investissements publics (déterminés par la vision stratégique de la Défense), le financement de l'Union européenne (compte tenu des

propositions actuelles de la Commission européenne pour le prochain cadre financier) et les subsides à l'emploi (à la suite d'un élargissement des exonérations de précompte professionnel pour le travail en équipe). En ce qui concerne les autres dépenses, essentiellement discrétionnaires (frais de fonctionnement, etc.), la projection table sur une légère diminution en pourcentage du PIB. La remontée des taux d'intérêt finit par se répercuter sur le taux implicite de la dette, de sorte que les charges d'intérêts augmentent légèrement en pour cent du PIB à partir de 2023.

b. Sécurité sociale

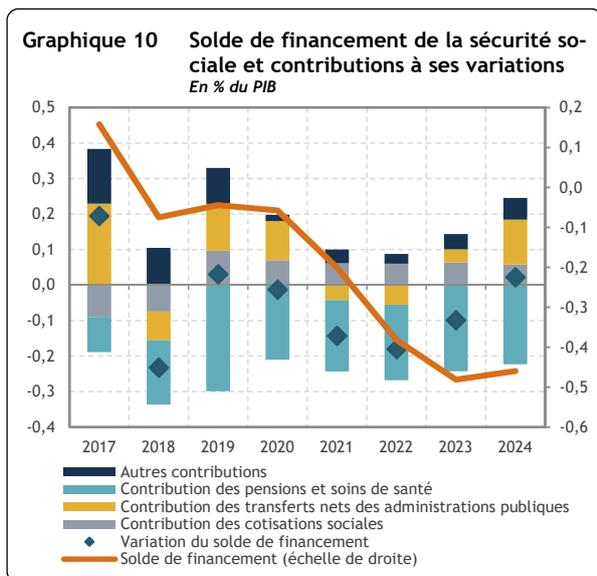
Les dépenses de pensions et de soins de santé augmentent nettement plus vite que le PIB

Le solde de financement de la sécurité sociale est proche de l'équilibre jusqu'en 2020 puis se dégrade jusqu'à -0,5 % du PIB en fin de période. La projection fait l'hypothèse technique que la dotation d'équilibre est constante en termes réels.

Les recettes de cotisations sociales progressent plus rapidement que le PIB vu l'évolution du marché du travail et, notamment, la hausse de la masse salariale du secteur privé. Les transferts en provenance du pouvoir fédéral augmentent également compte tenu des dispositions en matière de financement alternatif (relèvements successifs du forfait « tax shift » jusqu'en 2020, croissance élevée du financement

alternatif des soins de santé vu la suspension jusqu'en 2021 de la liaison du financement de base par les gestions globales à la croissance des recettes de cotisations) et à la suite de l'augmentation, en fin de période, des recettes du précompte mobilier sur lesquelles est basée une partie du financement alternatif.

Cette progression des recettes totales est toutefois insuffisante pour absorber l'augmentation des dépenses. Parmi celles-ci, les dépenses de pensions et de soins de santé sont celles qui connaissent l'augmentation la plus marquée en pourcentage du PIB.



L'évolution des dépenses de pensions, bien que modérée par les récentes restrictions en matière de départ anticipé, est vigoureuse en raison du vieillissement de la population ainsi que d'autres facteurs tels que l'allongement des carrières féminines ou l'évolution des minima. Les déterminants structurels endogènes des dépenses de soins de santé (prévalence des maladies chroniques, vieillissement de la population, facteurs socioéconomiques, évolution de la pratique médicale et progrès technologique médical) conduisent à une croissance moyenne de ces dépenses de 2,5 % par an en termes réels, soit nettement au-dessus de la norme de 1,5 %. Les prestations en maladie-invalidité connaissent une croissance forte, du moins à court terme. Les dépenses de chômage poursuivent leur recul à la suite des mesures en la matière et de la dynamique du marché du travail. La projection tient compte des adaptations au bien-être décidées pour 2019 et 2020 ; à partir de 2021, elle tient compte des enveloppes théoriques calculées selon les paramètres du pacte des générations.

Les dépenses de chômage poursuivent leur recul à la suite des mesures en la matière et de la dynamique du marché du travail. La projection tient compte des adaptations au bien-être décidées pour 2019 et 2020 ; à partir de 2021, elle tient compte des enveloppes théoriques calculées selon les paramètres du pacte des générations.

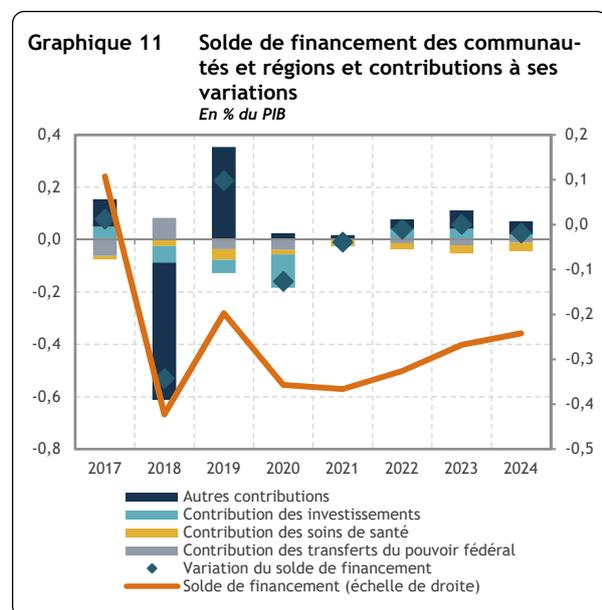
c. Communautés et régions

Les Régions consentent à d'importantes dépenses d'investissement

Le solde de financement des communautés et régions passe de -0,4 % du PIB en 2018 à -0,2 % du PIB en 2019. Il se dégrade à -0,4 % du PIB en 2020 puis s'améliore légèrement à -0,2 % du PIB à l'horizon 2024.

Les finances des communautés et régions, qui avaient enregistré un léger surplus budgétaire en 2017, sont redevenues déficitaires en 2018. Cette dégradation a deux causes principales : la correction ponctuelle de 0,35 % du PIB au niveau de la LSF pour la surestimation de certaines dotations et du facteur d'autonomie régionale durant la période 2015-2017 et le contrecoup au niveau des additionnels régionaux à l'IPP de l'accélération du rythme des enrôlements en 2017. La hausse du déficit est également, mais dans une moindre mesure, attribuable au dynamisme des dépenses d'investissement et à la réduction du taux de l'additionnel à l'IPP à la suite du passage au régime définitif de la LSF.

En 2019, les finances des entités fédérées s'améliorent, mais moins que ne le laisserait supposer le contrecoup de la correction de 2018 pour le trop-perçu durant la période transitoire de la LSF. Ceci est dû à la hausse attendue des dépenses de santé et aux investissements prévus dans la sécurité et la mobilité à Bruxelles, dans le projet Oosterweel en Région flamande et dans le Plan wallon d'investissement.

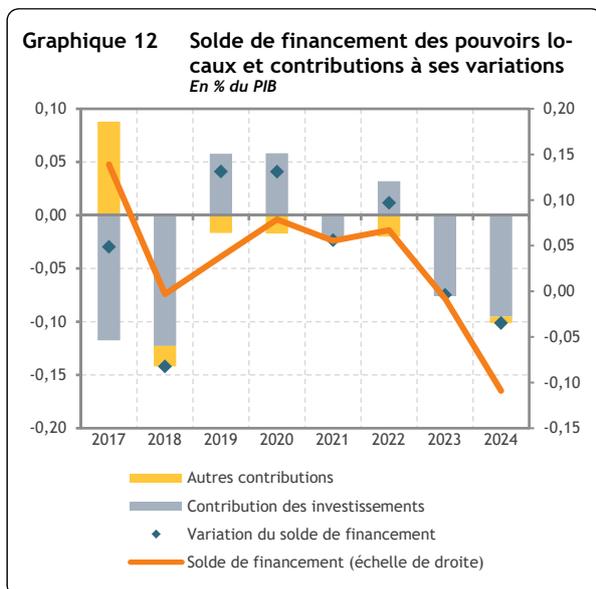


À moyen terme, les finances des communautés et régions sont essentiellement influencées par les dépenses d'investissement qui augmentent fortement en pour cent du PIB en 2020, essentiellement en raison de la liaison Oosterweel. En l'absence de nouveaux projets subséquents, les investissements se tassent en pour cent du PIB en fin de projection, tout comme, à politique inchangée, la plupart des catégories de dépenses à l'exception notable des dépenses de santé et des charges d'intérêts à partir de 2023 dans un contexte de remontée des taux d'intérêt.

Les recettes d'additionnels à l'IPP des Régions pâtissent jusque 2021 des mesures de réduction de l'IPP fédéral. Par ailleurs, des effets démographiques ralentissent l'évolution de certaines dotations en provenance du pouvoir fédéral : la dotation « Soins aux personnes âgées » est ralentie par l'arrivée dans la classe d'âge des 80 ans et plus de la génération moins nombreuse née durant la seconde guerre mondiale (sans que les dépenses de soins n'en soient aussi mécaniquement réduites) ; la dotation « TVA » intègre la faible dynamique de la population des moins de 18 ans en Communauté française (dont la croissance s'avère moins rapide que celle de la population scolaire, en particulier flamande).

d. Pouvoirs locaux

Les finances des pouvoirs locaux restent proches de l'équilibre



Le solde de financement des pouvoirs locaux s'est détérioré entre 2017 et 2018, passant d'un surplus de 0,1 % à l'équilibre budgétaire. Cette détérioration s'inscrit manifestement dans le contexte des élections locales qui ont eu lieu en 2018, les années électorales coïncidant avec des périodes de hausse des investissements de la part des pouvoirs locaux. Il est à noter que depuis le renforcement de la tutelle régionale sur les finances communales flamandes et wallonnes à partir de 2013 à travers la redéfinition des contraintes d'équilibre budgétaire, le solde de financement hors investissement des pouvoirs locaux a affiché un surplus moyen de 0,7 % du PIB au cours de la dernière mandature communale.

En 2019, l'on anticipe un repli des investissements des pouvoirs locaux, ce qui améliore leur solde de financement. Sur la période 2020-2022, le solde reste très proche de l'équilibre, puis un nouveau léger déficit apparaît sur la période 2023-2024 à l'approche d'une nouvelle échéance électorale locale. Enfin, à l'instar de ce que l'on observe dans les communautés et régions, les recettes d'additionnels à l'IPP des pouvoirs locaux pâtissent jusqu'en 2021 des mesures de réduction de l'IPP fédéral.

5. Annexe

	Chiffres clés pour l'économie belge.....	18
Tableau A1	Environnement international et indicateurs financiers.....	20
Tableau A2	PIB potentiel et output gap.....	20
Tableau A3	PIB et principales catégories de dépenses à prix courants.....	20
Tableau A4	PIB et principales catégories de dépenses en volume.....	21
Tableau A5	Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses.....	21
Tableau A6	Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement: estimations à prix courants.....	22
Tableau B1	Situation sur le marché du travail.....	23
Tableau B2	Situation sur le marché du travail - détail.....	24
Tableau B3	Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants.....	25
Tableau B4	Réductions de charges sur le travail dans les branches d'activité marchande.....	26
Tableau C1	Compte des particuliers.....	27
Tableau C2	Revenu disponible réel des particuliers.....	28
Tableau C3	Compte des entreprises.....	29
Tableau C4	Opérations avec le reste du monde.....	30
Tableau C5	Distribution du revenu national.....	31
Tableau C6	Balance d'investissement et d'épargne.....	31
Tableau D1	Compte des administrations publiques.....	32
Tableau D1bis	Compte des administrations publiques.....	33
Tableau D2	Compte du pouvoir fédéral.....	34
Tableau D3	Compte des communautés et régions.....	35
Tableau D4	Compte des administrations locales.....	36
Tableau D5	Compte des administrations de sécurité sociale.....	37
Tableau D6	Détail des prestations sociales à charge de la sécurité sociale.....	38
Tableau E1	Valeurs ajoutées brutes en volume.....	39
Tableau E2	Structure de la valeur ajoutée brute à prix courants.....	39
Tableau E3	Investissements en volume.....	39
Tableau E4	Emploi intérieur.....	40
Tableau E5	Productivité horaire des branches d'activité marchande.....	41
Tableau E6	Coût nominal par tête du facteur travail des branches d'activité marchande.....	41
Tableau F1	Bilan énergétique.....	42
Tableau F2	Émissions de gaz à effet de serre.....	42

Chiffres clés pour l'économie belge

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Croissance économique et ses composantes (en termes réels, sauf mention contraire) (*)									
- Dépenses de consommation finale privée	1.7	1.1	1.0	0.8	1.4	1.5	1.4	1.3	1.2
- Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0.2	0.6	0.8	1.0	1.2	1.2	1.2	1.2	1.3
- Formation brute de capital fixe	3.8	1.8	3.0	3.3	2.0	2.2	1.1	2.3	1.4
. Entreprises	4.7	2.3	2.7	3.1	1.8	1.9	2.0	1.8	1.5
. Administrations publiques	-2.0	2.1	7.3	3.3	5.6	5.5	-4.3	8.6	1.6
. Logements	3.8	0.0	1.8	4.1	1.2	1.4	1.1	0.9	0.8
- Variations de stocks (contribution à la croissance du PIB)	0.3	-0.0	-0.3	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
- Demande intérieure totale	2.1	1.1	1.1	1.1	1.5	1.6	1.3	1.5	1.2
- Exportations de biens et services	7.6	5.0	3.6	2.9	2.9	3.5	3.5	3.5	3.4
- Importations de biens et services	8.5	4.3	3.3	2.8	3.0	3.6	3.5	3.7	3.4
- Exportations nettes (contribution à la croissance du PIB)	-0.5	0.6	0.3	0.1	-0.1	-0.2	-0.0	-0.3	-0.0
- PIB	1.5	1.7	1.4	1.3	1.3	1.4	1.3	1.2	1.2
- PIB à prix courants	3.3	3.4	2.6	2.8	2.9	3.1	3.0	3.0	3.0
- Revenu national brut réel par tête	2.1	1.6	-0.6	0.5	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8
Prix et taux d'intérêt (*)									
- Indice national des prix à la consommation	2.0	2.1	2.1	1.7	1.5	1.6	1.8	1.8	1.9
- Indice santé	2.1	1.8	1.8	1.7	1.6	1.7	1.8	1.8	1.9
- Termes de l'échange	0.6	-0.9	-1.4	-0.3	0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1
- Déflateur du PIB	1.8	1.7	1.1	1.5	1.6	1.6	1.7	1.8	1.8
- Taux d'intérêt à long terme nominal (10 ans, niveau)	0.4	0.7	0.7	0.5	0.6	1.2	1.9	2.5	3.2
- Taux d'intérêt à court terme nominal (3 mois, niveau)	-0.6	-0.7	-0.6	-0.6	-0.6	-0.0	0.6	1.2	1.8
Emploi, chômage et productivité									
- Population active, définition BFP									
. en milliers	5333.2	5359.1	5379.0	5408.4	5430.2	5449.2	5463.7	5470.1	5471.4
. différence, en milliers	27.5	25.9	19.8	29.5	21.8	19.0	14.5	6.4	1.3
. variation en %	0.5	0.5	0.4	0.5	0.4	0.3	0.3	0.1	0.0
- Emploi total									
. en milliers	4659.5	4724.0	4785.7	4841.7	4880.6	4913.2	4940.6	4966.3	4991.2
. différence, en milliers	58.9	64.5	61.7	56.0	38.9	32.6	27.5	25.7	25.0
. variation en %	1.3	1.4	1.3	1.2	0.8	0.7	0.6	0.5	0.5
- Taux d'emploi, concept EU2020 (a)	67.7	68.5	69.7	70.4	70.8	71.2	71.6	72.0	72.4
- Chômage total, définition BFP									
. en milliers	596.3	557.4	515.5	489.0	471.9	458.3	445.3	426.1	402.5
. différence, en milliers	-31.5	-38.9	-41.9	-26.5	-17.1	-13.6	-13.0	-19.2	-23.6
- Taux de chômage, définition BFP	11.2	10.4	9.6	9.0	8.7	8.4	8.2	7.8	7.4
- Productivité horaire (branches d'activité marchande) (*)	-0.2	-0.0	-0.2	-0.0	0.5	0.8	0.8	0.8	0.8
Revenus									
- Taux de salaire horaire réel (branches d'activité marchande) (*)	-0.5	-0.1	-0.0	0.9	0.6	0.9	1.0	1.0	0.9
- Coût salarial unitaire (branches d'activité marchande) (*)	0.3	1.5	1.6	2.5	1.6	1.8	2.0	2.0	2.0
- Part salariale (branches d'activité marchande) (b)	58.8	58.9	59.3	59.9	59.9	60.1	60.4	60.7	60.9
- Taux de rentabilité des entreprises (c)	43.4	43.5	42.9	42.3	42.5	42.5	42.3	42.2	42.1
- Revenu disponible réel des particuliers (*)	1.2	1.4	1.3	2.2	1.4	1.4	1.3	1.2	1.0
- Taux d'épargne des particuliers	11.3	11.5	11.7	12.9	12.9	12.8	12.7	12.6	12.4

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Finances publiques									
- Solde de financement									
. en milliards d'euros	-10.3	-3.9	-3.1	-7.5	-9.8	-11.6	-11.9	-14.0	-14.6
. en % du PIB	-2.4	-0.9	-0.7	-1.6	-2.1	-2.4	-2.4	-2.7	-2.7
dont (niveaux de pouvoir):									
- Pouvoir fédéral	-2.6	-1.3	-0.2	-1.4	-1.7	-1.9	-1.7	-1.9	-1.9
- Sécurité sociale	-0.0	0.2	-0.1	-0.0	-0.1	-0.2	-0.4	-0.5	-0.5
- Communautés et régions	0.0	0.1	-0.4	-0.2	-0.4	-0.4	-0.3	-0.3	-0.2
- Pouvoirs locaux	0.2	0.1	-0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	-0.1
- Solde structurel	-2.2	-1.2	-1.4	-1.8	-2.0	-2.3	-2.3	-2.6	-2.6
- Dette									
. en % du PIB	106.1	103.4	102.0	101.7	101.5	101.4	101.3	101.4	101.6
Balance extérieure									
- Solde des opérations courantes									
. en milliards d'euros	-1.6	3.9	-1.8	-2.4	-2.9	-3.8	-3.9	-5.7	-5.8
. en % du PIB	-0.4	0.9	-0.4	-0.5	-0.6	-0.8	-0.8	-1.1	-1.1
Consommation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre									
Consommation finale d'énergie (*)	1.4	0.6	-1.0	1.7	1.2	0.2	0.1	0.0	0.1
Émissions de gaz à effet de serre (d)	115.8	114.5	112.9	111.7	111.3	111.3	111.2	113.7	113.2

(*) Taux de croissance en %

(a) Selon le concept EU2020 (source : enquête sur les forces de travail, catégorie d'âge 20-64 ans)

(b) Part du coût du travail y compris les indépendants en % de la valeur ajoutée

(c) Excédent brut d'exploitation des entreprises en % de leur valeur ajoutée

(d) En millions de tonnes d'équivalent CO₂

A. Résultats macroéconomiques

Tableau A1 Environnement international et indicateurs financiers

Taux de croissance, sauf indications contraires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique	1.6	4.1	3.2	2.9	3.3	3.9	3.8	3.8	3.7
Taux de change nominal effectif pour la Belgique (1) (2)	1.5	1.0	1.5	-0.2	1.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros) (2)	110.6	113.0	118.1	113.0	115.6	115.6	115.6	115.6	115.6
Prix mondiaux									
Biens hors énergie (en euros) (3)	0.3	-0.4	-3.8	1.6	1.1	2.0	2.0	2.0	2.0
Énergie (Brent : USD par baril)	43.8	54.3	70.9	69.0	66.9	71.3	75.9	80.9	86.2
Taux d'intérêt zone euro (niveau)									
Court terme (Euribor à 3 mois) (2)	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	0.3	0.9	1.5	2.1
Long terme (10 ans) (2) (4)	0.7	1.0	1.1	0.8	0.9	1.5	2.1	2.7	3.3

(1) Un signe positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation)

(2) Pour les valeurs futures : hypothèse technique basée sur les cotations à terme

(3) Taux de croissance pondéré des prix à l'exportation des biens (hors énergie) provenant de nos partenaires commerciaux

(4) Moyenne pondérée des pays de la zone euro

Tableau A2 PIB potentiel et output gap

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Output gap (en % du PIB potentiel)	-0.3	0.0	0.1	-0.0	-0.1	-0.0	-0.1	-0.1	-0.1
Croissance du PIB effectif	1.5	1.7	1.4	1.3	1.3	1.4	1.3	1.2	1.2
Croissance du PIB potentiel	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3
Contributions à la croissance du PIB potentiel (en points de pourcentage)									
Stock de capital	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5
Productivité totale des facteurs	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3
Emploi potentiel (en heures)	0.6	0.6	0.6	0.5	0.6	0.5	0.4	0.4	0.4

Tableau A3 PIB et principales catégories de dépenses à prix courants

Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses de consommation finale des particuliers	217405	223858	230119	235730	242571	250161	258145	266253	274439
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	99376	102201	105089	108334	111825	115578	119345	123473	127729
Formation brute de capital fixe	99132	103156	108324	113426	117378	121886	125316	130338	134391
a. Investissements des entreprises (1)	67699	70657	73885	77051	79440	82244	85255	88222	91085
b. Investissements des pouvoirs publics	9313	9771	10796	11333	12135	13006	12637	13937	14382
c. Investissements en logements	22121	22727	23643	25042	25803	26636	27423	28179	28924
Variation de stocks	3093	4704	6015	5290	4902	5247	5619	6002	6411
Dépenses nationales totales	419020	433938	449566	462800	476696	492892	508445	526087	542990
Exportations de biens et services	351287	376628	396131	414027	430770	454068	479165	506056	534338
Importations de biens et services	345647	371514	395193	413812	430928	455827	481819	510982	540357
Produit Intérieur Brut	424660	439052	450505	463014	476538	491132	505791	521161	536971

(1) Y compris indépendants et ISBL

Tableau A4 PIB et principales catégories de dépenses en volume
Taux de croissance

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.7	1.1	1.0	0.8	1.4	1.5	1.4	1.3	1.2
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	-0.2	0.6	0.8	1.0	1.2	1.2	1.2	1.2	1.3
Formation brute de capital fixe	3.8	1.8	3.0	3.3	2.0	2.2	1.1	2.3	1.4
a. Investissements des entreprises (1)	4.7	2.3	2.7	3.1	1.8	1.9	2.0	1.8	1.5
b. Investissements des pouvoirs publics	-2.0	2.1	7.3	3.3	5.6	5.5	-4.3	8.6	1.6
c. Investissements en logements	3.8	0.0	1.8	4.1	1.2	1.4	1.1	0.9	0.8
Variation de stocks (2)	0.3	-0.0	-0.3	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses nationales totales	2.1	1.1	1.1	1.1	1.5	1.6	1.3	1.5	1.2
Exportations de biens et services	7.6	5.0	3.6	2.9	2.9	3.5	3.5	3.5	3.4
Importations de biens et services	8.5	4.3	3.3	2.8	3.0	3.6	3.5	3.7	3.4
Exportations nettes (2)	-0.5	0.6	0.3	0.1	-0.1	-0.2	-0.0	-0.3	-0.0
Produit intérieur brut	1.5	1.7	1.4	1.3	1.3	1.4	1.3	1.2	1.2

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Contribution à la croissance du PIB

Tableau A5 Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses
Taux de croissance

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.7	1.8	1.8	1.6	1.5	1.6	1.8	1.8	1.9
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1.6	2.3	2.0	2.1	2.0	2.2	2.0	2.3	2.1
Formation brute de capital fixe	0.5	2.3	2.0	1.3	1.4	1.6	1.7	1.7	1.7
a. Investissements des entreprises (1)	0.6	2.0	1.8	1.2	1.3	1.6	1.6	1.6	1.7
b. Investissements des pouvoirs publics	0.5	2.8	3.0	1.6	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5
c. Investissements en logements	0.5	2.7	2.2	1.8	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8
Dépenses nationales totales	1.3	2.4	2.4	1.8	1.5	1.8	1.9	1.9	2.0
Exportations de biens et services	-1.7	2.2	1.6	1.6	1.1	1.9	2.0	2.1	2.1
Importations de biens et services	-2.3	3.1	3.0	1.9	1.1	2.1	2.2	2.2	2.3
Termes de l'échange	0.6	-0.9	-1.4	-0.3	0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1
Produit Intérieur Brut	1.8	1.7	1.1	1.5	1.6	1.6	1.7	1.8	1.8
<i>Pour mémoire :</i>									
Déflateur des dépenses finales totales	-0.1	2.3	2.0	1.7	1.3	1.8	1.9	2.0	2.0
Contributions :									
(a) Coûts d'origine intérieure = (a1)+(a2)+(a3)	1.0	0.9	0.6	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9
(a1) Coûts salariaux par unité produite	0.1	0.4	0.4	0.6	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5
(a2) Impôts indirects nets de subsides par unité produite	0.3	0.1	0.2	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
(a3) Marge bénéficiaire par unité produite (2)	0.7	0.4	0.0	0.1	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3
(b) Coût des importations	-1.1	1.4	1.4	0.9	0.5	1.0	1.1	1.1	1.1

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Excédent brut d'exploitation de l'économie nationale et revenu mixte des indépendants

Tableau A6 Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement : estimations à prix courants
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Revenu intérieur brut aux prix du marché	424660	439052	450505	463014	476538	491132	505791	521161	536971
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	422	5297	4730	4837	4888	5740	6657	7619	8632
2. Revenu national brut	425083	444349	455235	467851	481426	496873	512447	528780	545603
Consommation de capital fixe	80588	83127	85724	89304	93118	97283	101622	106173	110711
3. Revenu national net	344494	361222	369511	378547	388308	399589	410825	422607	434892
Solde des transferts courants en provenance du/vers le reste du monde	-7626	-6484	-7479	-7475	-7611	-7813	-7878	-8352	-8373
4. Revenu national net disponible	336868	354738	362032	371072	380697	391776	402947	414256	426519
Consommation finale nationale	316782	326058	335208	344064	354396	365739	377490	389726	402167
5. Épargne nationale nette	20073	28660	26805	26989	26281	26017	25437	24509	24330
Formation brute de capital fixe	99132	103156	108324	113426	117378	121886	125316	130338	134391
Variation des stocks	3093	4704	6015	5290	4902	5247	5619	6002	6411
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	410	377	-152	-226	-183	-139	-261	-125	-130
6. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement de la nation	-1154	4304	-1962	-2650	-3064	-3972	-4136	-5783	-5890

B. Marché du travail

Tableau B1 Situation sur le marché du travail
Milliers, moyennes annuelles

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Population totale (II+III)	11295.1	11349.2	11401.8	11453.4	11505.9	11557.0	11604.3	11648.0	11688.5
I.bis Population d'âge actif	7300.1	7312.3	7322.9	7333.3	7343.8	7353.1	7358.7	7360.5	7357.6
II. Population inactive (concept BFP)	5961.9	5990.0	6022.8	6044.9	6075.7	6107.9	6140.6	6177.9	6217.0
dont : chômage avec complément d'entreprise (non demandeurs d'emploi)	88.1	76.9	65.7	50.9	40.0	30.1	23.5	19.0	16.3
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	5333.2	5359.1	5379.0	5408.4	5430.2	5449.2	5463.7	5470.1	5471.4
IV. Emploi intérieur	4659.5	4724.0	4785.7	4841.7	4880.6	4913.2	4940.6	4966.3	4991.2
(a) Salariés	3023.9	3074.4	3122.4	3166.1	3192.9	3215.5	3233.2	3249.2	3264.8
(b) Indépendants	777.8	790.0	801.1	812.7	821.6	830.0	838.0	845.7	853.0
(c) Emploi public	857.8	859.6	862.2	862.9	866.1	867.7	869.4	871.4	873.4
V. Travailleurs frontaliers (solde)	77.5	77.7	77.8	77.7	77.7	77.8	77.8	77.8	77.8
VI. Chômage (concept BFP)	596.3	557.4	515.5	489.0	471.9	458.3	445.3	426.1	402.5
(a) Demandeurs d'emploi inoccupés (1) dont : chômage avec complément d'entreprise	553.5	526.3	496.0	478.6	468.2	457.4	444.4	425.2	401.6
(b) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (2)	42.8	31.1	19.5	10.4	3.7	0.9	0.9	0.8	0.8
Taux de chômage (VI)/(III)	11.2	10.4	9.6	9.0	8.7	8.4	8.2	7.8	7.4
Taux d'activité (III)/(I.bis)	73.1	73.3	73.5	73.8	73.9	74.1	74.2	74.3	74.4
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	64.9	65.7	66.4	67.1	67.5	67.9	68.2	68.5	68.9
<i>Pour mémoire</i>									
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat)	7.9	7.1	6.0	5.7	5.7	5.7	5.7	5.6	5.4

(1) Hors emplois ALE

(2) Définition Statinfo (concept paiements)

Tableau B2 Situation sur le marché du travail - détail
Milliers, moyennes annuelles

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Population totale (II+III)	11295.1	11349.2	11401.8	11453.4	11505.9	11557.0	11604.3	11648.0	11688.5
I.bis Population d'âge actif	7300.1	7312.3	7322.9	7333.3	7343.8	7353.1	7358.7	7360.5	7357.6
II. Population inactive (concept BFP)	5961.9	5990.0	6022.8	6044.9	6075.7	6107.9	6140.6	6177.9	6217.0
<i>dont : avec allocation ONEM (1) :</i>	149.1	136.8	125.7	112.1	101.0	90.5	83.5	78.7	75.7
- Dispenses pour raisons sociales et familiales / pour aidant proche	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9
- Dispenses pour suivre des études	21.3	21.8	20.8	19.9	19.7	19.6	19.5	19.5	19.5
- Interruptions de carrière et crédits-temps complets (2)	20.2	19.6	19.2	19.5	19.8	20.0	20.1	20.1	20.2
** Interruptions de carrière ordinaires (2)	4.4	3.4	2.2	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2
** Congés thématiques	12.1	12.6	12.9	13.1	13.3	13.4	13.5	13.6	13.6
** Crédits-temps	3.7	3.6	4.1	4.3	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4
- Chômage avec complément d'entreprise (non demandeurs d'emploi)	88.1	76.9	65.7	50.9	40.0	30.1	23.5	19.0	16.3
- Chômeurs complets en formation professionnelle	18.8	17.7	19.2	21.0	20.7	20.0	19.6	19.2	18.9
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	5333.2	5359.1	5379.0	5408.4	5430.2	5449.2	5463.7	5470.1	5471.4
IV. Emploi intérieur	4659.5	4724.0	4785.7	4841.7	4880.6	4913.2	4940.6	4966.3	4991.2
<i>dont : avec allocation ONEM (1) :</i>	373.1	356.6	333.4	326.2	323.6	316.5	314.2	313.5	311.9
- Temps partiel avec AGR (3) + invol. avec allocations	40.2	37.8	35.8	34.1	32.8	32.2	31.8	31.7	31.6
- Activation	72.5	66.0	62.1	61.6	69.3	69.1	69.5	69.8	70.2
** Agences locales pour l'emploi	1.0	0.8	0.7	0.5	0.4	0.3	0.3	0.2	0.2
** Plan 'activa' (4)	53.5	47.4	45.7	49.1	58.6	60.4	61.8	63.3	64.8
** Réintégration de chômeurs âgés	14.7	14.6	12.6	9.1	7.4	5.8	4.9	3.9	3.0
** Programme de transition professionnelle	3.2	3.2	3.1	2.9	2.8	2.6	2.5	2.4	2.2
** Première expérience professionnelle	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
- Interruptions de carrière et crédits-temps partiels (2)	260.0	252.4	235.4	230.2	221.4	215.1	212.7	211.9	210.0
** Interruptions de carrière ordinaires (2)	69.7	68.8	57.0	52.1	49.8	47.1	44.8	43.0	40.2
** Congés thématiques	64.9	69.3	71.1	73.1	74.4	75.2	75.8	76.1	76.2
** Crédits-temps (5)	125.4	114.3	107.3	105.0	97.1	92.8	92.1	92.8	93.6
- Prépensions à temps partiel	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
- Chômeurs complets en atelier protégé	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
V. Travailleurs frontaliers (solde)	77.5	77.7	77.8	77.7	77.7	77.8	77.8	77.8	77.8
VI. Chômage (concept BFP)	596.3	557.4	515.5	489.0	471.9	458.3	445.3	426.1	402.5
(a) Demandeurs d'emploi inoccupés (6)	553.5	526.3	496.0	478.6	468.2	457.4	444.4	425.2	401.6
<i>dont : chômage avec complément d'entreprise</i>	6.4	7.1	8.8	9.6	10.6	11.2	11.9	11.8	11.1
(b) CCI âgés non demandeurs d'emploi (1)	42.8	31.1	19.5	10.4	3.7	0.9	0.9	0.8	0.8
p.m. Chômeurs indemnisés après un travail à temps partiel volontaire (1)	27.3	26.0	24.4	22.9	22.2	21.9	21.7	21.6	21.6
p.m. Chômage temporaire (1)(7) (unités budgétaires)	25.7	20.8	19.2	19.7	19.5	19.0	18.5	17.8	16.9
p.m. CCI-DE (1)(8) - variations annuelles	-22.4	-21.6	-26.2	-17.2	-7.4	-8.1	-10.4	-14.4	-17.4
p.m. Chômage avec complément d'entreprise / prépension à temps plein (total)	94.5	84.1	74.5	60.6	50.6	41.4	35.4	30.8	27.4
p.m. Revenu d'intégration sociale (ou équivalent)	143.2	151.7	155.5	154.9	154.5	154.2	153.9	153.4	153.2

(1) Définitions Statinfo (concept paiement)

(2) A l'exclusion du zorgkrediet flamand

(3) Travailleurs à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficient ou non d'une allocation de garantie de revenu (AGR)

(4) Y compris SINE, bonus de démarrage et bonus de stage

(5) Y compris crédits-temps de crise

(6) A l'exclusion des emplois ALE

(7) Y compris la suspension de crise employés

(8) Y compris les dispensés ALE

Tableau B3 Masse salariale dans le secteur marchand : évolution et déterminants
Taux de croissance, sauf indications contraires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Salariés dans le secteur marchand									
Coût salarial par heure effective	-0.2	1.4	1.2	2.5	2.1	2.5	2.8	2.8	2.8
<i>p.m. idem, avec déduction des subventions salariales (1)</i>	-0.2	1.7	1.0	2.2	1.8	2.5	2.8	2.8	2.8
Coût salarial par personne	0.1	1.7	1.7	2.6	2.2	2.5	2.8	2.8	2.8
Salaire brut par heure effective	1.3	1.7	1.9	2.6	2.1	2.6	2.9	2.9	2.8
Salaire brut par personne	1.6	2.1	2.4	2.7	2.2	2.6	2.8	2.8	2.8
Indexation	0.5	1.5	1.6	2.0	1.5	1.6	1.8	1.8	1.9
Salaire brut par heure effective hors indexation	0.8	0.2	0.3	0.5	0.6	0.9	1.1	1.0	0.9
Salaire brut par personne hors indexation	1.1	0.5	0.7	0.6	0.6	0.9	1.0	1.0	0.9
Emploi (nombre d'heures)	1.7	2.0	2.0	1.5	0.9	0.7	0.5	0.4	0.4
Emploi (nombre de personnes)	1.3	1.7	1.6	1.4	0.8	0.7	0.5	0.5	0.5
Masse salariale y compris cotisations patronales (2)	1.5	3.4	3.2	4.0	3.0	3.3	3.3	3.3	3.2
Masse salariale hors cotisations patronales	3.0	3.8	4.0	4.1	3.0	3.3	3.4	3.3	3.3
Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)									
Cotisations patronales (sensu lato) (2)	33.4	32.9	31.9	31.8	31.8	31.8	31.7	31.7	31.6
Cotisations patronales (sensu stricto) (3)	23.4	23.0	22.3	22.3	22.4	22.5	22.5	22.5	22.6
Cotisations des salariés (4)	10.4	10.5	10.6	10.6	10.7	10.6	10.6	10.7	10.7
<i>Taux net implicite de cotisations (en % de la masse salariale brute) (5)</i>	26.6	26.5	25.4	25.0	24.6	24.6	24.5	24.5	24.5
Inflation et indexation									
Inflation : indice national des prix à la consommation	2.0	2.1	2.1	1.7	1.5	1.6	1.8	1.8	1.9
Inflation : indice santé	2.1	1.8	1.8	1.7	1.6	1.7	1.8	1.8	1.9
Indexation rémunérations secteur public	1.0	2.0	1.5	1.5	2.0	1.5	1.8	2.0	1.8
Indexation des prestations sociales	1.2	2.0	1.5	1.5	1.8	1.7	1.8	2.0	1.8
Secteur marchand (salariés et indépendants)									
Valeur ajoutée en volume	1.3	1.8	1.7	1.5	1.5	1.6	1.4	1.4	1.3
Emploi (nombre d'heures)	1.5	1.8	1.7	1.4	0.9	0.8	0.6	0.5	0.5
Productivité horaire	-0.2	0.0	-0.0	0.1	0.6	0.8	0.8	0.8	0.8

(1) Selon la méthodologie des comptes nationaux, dite du SEC 2010, les subventions salariales doivent être enregistrées comme un subsides et non comme une réduction directe des charges. Elles n'entrent dès lors pas en ligne de compte pour le calcul des coûts salariaux. Ces subventions salariales sont multiples et financées par différents niveaux de pouvoir ((a) réductions groupes cibles fédérales et régionales des cotisations patronales ; (b) financement par la sécurité sociale : Maribel social, contractuels subventionnés hôpitaux, financement alternatif des baisses de charges pour le secteur non marchand, activation des allocations de chômage, titres-services ; (c) financement par la fiscalité fédérale : travail de nuit et en équipe, heures supplémentaires, subvention générale, chercheurs, marine marchande, pêche en mer, remorquage en mer, dragage, sportifs ; (d) financement par les Communautés et Régions : entreprises de travail adapté, chômeurs âgés (Région flamande), prime à l'emploi (Région wallonne)).

(2) Y compris les cotisations patronales fictives, extra-légales et les cotisations perçues par le pouvoir fédéral.

(3) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale, avant déduction des réductions groupes cibles.

(4) A l'exclusion des cotisations personnelles libres.

(5) Cotisations patronales sensu lato moins les réductions groupes cibles des cotisations patronales et les autres subventions salariales.

Tableau B4 Réductions de charges sur le travail dans les branches d'activité marchande
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Réductions de cotisations patronales (ex ante)	7272	8172	9326	9513	9704	9936	10162	10379	10596
- Réductions générales et diverses	6108	6927	8028	8234	8406	8619	8825	9041	9245
<i>p.m. dont via taux facial (a)</i>	1480	2069	6511	6630	6848	7065	7276	7480	7687
<i>p.m. dont non prises en compte pour calcul marge salariale maximale (b)</i>	1176	1806	2676	2825	2815	2975	3137	3298	3460
- Subventions salariales groupes cibles fédérales	309	378	448	477	511	515	521	526	531
- Subventions salariales groupes cibles régionalisées (c)	854	867	850	802	786	802	816	813	820
<i>p.m. Non compris : Contractuels subventionnés ONSS, artistes, parents d'accueil, domestiques</i>	295	292	285	287	289	292	296	299	304
2. Subventions salariales autres que réductions groupes cibles (ex post)	6507	6362	6721	7311	7933	8165	8411	8661	8913
2a. via la sécurité sociale	1229	1267	1360	1440	1528	1562	1594	1628	1662
- Maribel social	1034	1070	1139	1211	1293	1319	1344	1368	1394
- Maribel social - financement alternatif	99	103	108	114	118	124	130	136	142
- Activation d'allocations de chômage	-17	-17	-0	0	-0	-0	0	-0	-0
- Chèques-services	0	-0	0	-0	-0	-0	0	-0	-0
- Contractuels subventionnés hôpitaux	113	111	113	115	117	119	121	123	126
2b. via la fiscalité fédérale	2812	2634	2816	3219	3637	3742	3849	3956	4064
- Travail de nuit et travail en équipe (d)	1425	1436	1529	1881	2243	2306	2368	2431	2494
- Heures supplémentaires	148	155	166	172	176	180	185	190	196
- Recherche et développement (entreprises) (e)	694	682	740	768	808	831	855	879	904
- Subvention générale	390	194	205	214	220	228	235	243	251
- Subventions pour des branches spécifiques (f)	155	167	176	185	191	197	205	212	219
2c. via les Régions	2465	2461	2545	2653	2767	2861	2968	3077	3187
- Embauche de chômeurs âgés (Région flamande)	32	24	9	0	0	0	0	0	0
- Prime à l'emploi (Région wallonne)	14	14	10	3	0	0	0	0	0
- Entreprises de travail adapté	425	446	472	489	500	511	521	532	542
- Activation d'allocations de chômage	253	228	214	229	271	282	301	322	344
- Chèques-services	1742	1749	1840	1931	1996	2068	2146	2223	2301
3. Non-transfert de cotisations personnelles (g)	7	6	7	7	7	7	8	7	7
<i>p.m. Transféré aux Régions</i>	7	6	7	7	7	7	8	7	7
Total en faveur des employeurs (1+2+3)	13785	14540	16054	16831	17643	18108	18581	19048	19516
<i>p.m. Transféré aux Régions</i>	2856	2850	2911	2970	3061	3159	3270	3366	3473
4. Réductions de cotisations personnelles	979	1119	1118	1125	1084	1026	971	941	907

(a) Réductions des taux faciaux en 2016 et 2018 dans le cadre du tax shift.

(b) Réductions générales qui n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la marge maximale pour les hausses de salaires bruts selon la loi de 2017.

(c) Non compris : contractuels subventionnés ONSS, artistes, parents d'accueil, domestiques.

(d) Y compris les subventions spécifiques en faveur du secteur de la construction.

(e) 'Partenariats avec les universités' et 'jeunes entreprises innovantes'.

(f) Marine marchande, dragage, remorquage en mer, pêche en mer, sportifs.

(g) Marine marchande, dragage.

C. Comptes des secteurs institutionnels (hors secteur des administrations publiques)

Tableau C1 Compte des particuliers (1)
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Opérations courantes									
a. Ressources	362695	373636	384217	396609	408472	421269	435248	449878	464637
1. Excédent net d'exploitation	6954	7164	7136	7199	7261	7406	7522	7633	7754
2. Revenu mixte net	24509	25169	25860	26507	27183	27931	28668	29422	30197
3. Rémunération des salariés	216157	223285	229990	238121	245256	252652	260705	269085	277552
Salaires et traitements bruts	158768	164328	170122	176228	181458	186931	192778	198807	204861
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	43314	44474	45141	46817	48346	50245	52035	53892	55796
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	14075	14483	14727	15077	15452	15476	15893	16386	16895
4. Revenus nets de la propriété	26780	27710	28568	28784	29336	30439	31746	33147	34606
Intérêts reçus	2254	1796	2649	2804	2912	3850	5246	6714	8302
Intérêts payés (-)	1699	1339	1475	1668	1836	2545	3672	4901	6252
Revenu distribué des sociétés	15897	16836	16958	17188	17619	18216	18778	19318	19884
Autres	10328	10417	10437	10460	10640	10918	11394	12016	12672
5. Prestations sociales	84107	86596	89357	92528	95887	99218	102899	106813	110674
6. Autres transferts courants nets	1509	1219	761	880	994	1116	1246	1383	1525
7. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	2679	2493	2546	2589	2556	2508	2461	2395	2329
b. Emplois	353935	364241	374022	382632	394252	406953	420800	435315	450362
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	53052	54814	56474	56580	58462	60879	63615	66667	70098
2. Cotisations sociales, dont :	83477	85569	87430	90322	93219	95913	99041	102395	105825
Cotisations sociales effectives	69402	71087	72703	75245	77767	80437	83148	86009	88930
Cotisations sociales imputées	14075	14483	14727	15077	15452	15476	15893	16386	16895
3. Consommation finale nationale	217405	223858	230119	235730	242571	250161	258145	266253	274439
c. Épargne nette	8760	9396	10195	13977	14220	14317	14448	14563	14274
II. Opérations en capital									
a. Ressources	483	501	533	608	638	685	734	779	823
b. Emplois	8802	8893	9524	10587	10629	10811	11035	11248	11436
1. Formation brute de capital fixe	24819	25568	26598	28171	29028	29965	30850	31700	32539
2. Consommation de capital fixe (-)	18938	19602	20210	20878	21597	22327	23066	23822	24594
3. Impôts en capital	3346	3618	3776	3924	3828	3801	3876	3994	4115
4. Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	114	7	12	12	13	13	13	13	14
5. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	-593	-763	-709	-709	-709	-709	-709	-709	-709
6. Autres transferts en capital à payer	54	64	56	66	67	68	69	71	72
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement	442	1004	1204	3998	4229	4191	4147	4094	3662

(1) Ménages (y compris les indépendants) et ISBL au service des ménages

PERSPECTIVES

Tableau C2 Revenu disponible réel des particuliers (1)
Taux de croissance

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Revenu primaire brut	-0.4	1.4	1.1	1.5	1.3	1.4	1.4	1.4	1.3
<i>a. Salaires, dont :</i>	-0.0	1.4	1.2	1.9	1.5	1.4	1.4	1.4	1.2
Entreprises	-0.2	1.5	1.5	2.3	1.5	1.6	1.5	1.4	1.3
État	0.6	1.3	0.5	0.5	1.5	0.7	1.0	1.2	1.0
Travailleurs frontaliers	1.0	0.9	1.1	1.1	0.7	0.9	1.0	1.0	0.9
<i>b. Excédent brut d'exploitation et revenu mixte</i>	-0.5	1.2	0.7	0.9	1.1	1.2	1.0	0.9	0.8
Excédent brut d'exploitation des particuliers	-0.2	1.9	0.3	1.0	1.3	1.4	1.1	1.0	1.0
Revenu mixte	-0.8	0.6	1.0	0.8	1.0	1.1	0.8	0.8	0.7
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont :</i>	-3.5	1.6	1.3	-0.9	0.4	2.1	2.5	2.5	2.5
Intérêts reçus	-28.6	-21.8	44.9	4.2	2.3	30.1	33.9	25.7	21.3
Intérêts payés (-)	-26.6	-22.6	8.2	11.3	8.4	36.4	41.8	31.1	25.2
Revenus distribués des sociétés	0.4	4.0	-1.0	-0.3	1.0	1.7	1.3	1.0	1.0
Distribution secondaire des revenus									
<i>a. Transferts aux particuliers, dont :</i>	1.2	0.7	0.9	2.0	2.2	1.9	2.0	2.0	1.8
Prestations sociales	1.0	1.1	1.4	1.9	2.1	1.8	1.9	2.0	1.7
<i>b. Cotisations de Sécurité sociale (-)</i>	-2.1	0.6	0.4	1.6	1.7	1.2	1.5	1.5	1.4
Cotisations sociales effectives	-2.4	0.6	0.5	1.8	1.8	1.7	1.5	1.6	1.4
Cotisations sociales imputées	-0.9	0.9	0.0	0.8	1.1	-1.5	1.0	1.4	1.3
<i>c. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)</i>	-2.4	1.5	1.3	-1.4	1.8	2.5	2.7	2.9	3.2
Revenu disponible brut des particuliers	1.2	1.4	1.3	2.2	1.4	1.4	1.3	1.2	1.0

(1) Ménages (y compris indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau C3 Compte des entreprises
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Opérations courantes									
a. Ressources	50130	55223	52899	51561	51961	52985	53546	54165	55536
1. Excédent net d'exploitation	60179	62663	62225	61302	62506	63450	63854	64134	64795
2. Cotisations sociales	14075	14188	14444	14861	15215	15603	16020	16451	16898
cotisations effectives à charge des employeurs	8042	8352	8597	8876	9100	9333	9578	9827	10083
cotisations à charge des salariés	2264	2089	2185	2271	2363	2465	2571	2684	2801
cotisations sociales imputées	3769	3746	3661	3714	3752	3804	3871	3940	4014
3. Revenus nets de la propriété	-22955	-20467	-22930	-23659	-24878	-25468	-25861	-25946	-25676
4. Autres transferts courants nets	-1169	-1161	-839	-942	-883	-600	-467	-474	-481
b. Emplois	29158	32513	34506	32466	32324	32581	32885	33202	33691
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	15064	18400	20062	17605	17108	16978	16864	16750	16792
2. Prestations sociales	11415	11620	11898	12273	12660	13095	13560	14057	14570
prestations d'assurances sociales de régimes privés	7647	7874	8236	8559	8907	9290	9688	10116	10555
prestations d'assurances sociales directes d'employeurs	3769	3746	3662	3714	3752	3805	3872	3941	4015
3. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	2679	2493	2546	2589	2556	2508	2461	2395	2329
c. Épargne nette	20972	22710	18393	19095	19637	20403	20662	20963	21845
II. Opérations en capital									
a. Ressources	3723	3410	3227	3225	3317	3460	3512	3419	3395
b. Emplois	15971	18946	21734	21440	20474	20403	20511	20305	20174
1. Formation brute de capital fixe	65000	67817	70930	73922	76215	78915	81828	84700	87470
2. Consommation de capital fixe (-)	52374	54018	55798	58520	61386	64505	67703	71172	74485
3. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	-273	-6	356	504	496	496	513	518	518
4. Variation des stocks	3039	4771	6023	5348	4961	5307	5680	6064	6474
5. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0	4	4	4	4	4	4	4	4
6. Transferts en capital à payer	577	378	219	183	185	186	188	190	192
III. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement	8725	7174	-114	879	2479	3460	3663	4077	5066

Tableau C4 Opérations avec le reste du monde
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Opérations courantes									
a. Emplois	364891	384919	410512	429429	446947	471554	497087	526161	554947
1. Importations de biens et services	345647	371514	395193	413812	430928	455827	481819	510982	540357
2. Rémunération des salariés	3024	3045	3114	3254	3346	3447	3556	3665	3773
3. Impôts indirects (à la prod. et à l'import.)	1862	1882	2024	2127	2211	2318	2428	2546	2669
4. Revenus nets de la propriété (-)	-4437	317	-284	-253	-263	523	1354	2236	3169
5. Autres transferts courants nets	6252	5042	6038	5992	6097	6260	6280	6707	6682
6. Cotisations sociales	2544	2573	2641	2730	2795	2872	2956	3041	3128
7. Prestations sociales autres que transferts en nature	1126	1180	1218	1261	1307	1352	1402	1455	1508
b. Ressources	363327	388846	408702	427005	444066	467722	493211	520502	549187
1. Exportations de biens et services	351287	376628	396131	414027	430770	454068	479165	506056	534338
2. Rémunération des salariés	9087	9276	9522	9840	10078	10353	10656	10964	11275
3. Subventions	658	630	630	630	630	630	630	630	630
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	588	522	581	597	615	634	653	673	694
5. Cotisations sociales	875	900	920	962	989	1019	1051	1083	1115
6. Prestations sociales autres que transferts en nature	832	888	917	949	984	1018	1056	1096	1136
c. Solde des opérations courantes	-1564	3927	-1810	-2424	-2881	-3832	-3876	-5659	-5760
II. Opérations en capital	410	377	-152	-226	-183	-139	-261	-125	-130
1. Transferts nets en capital	-411	-205	-270	-344	-301	-257	-379	-243	-248
2. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (-)	-821	-582	-118	-118	-118	-118	-118	-118	-118
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement de l'économie nationale	-1154	4304	-1962	-2650	-3064	-3972	-4136	-5783	-5890

Tableau C5 Distribution du revenu national
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Particuliers									
1. Revenu primaire brut	293338	302929	311763	321490	330632	340754	351708	363108	374703
. salaires et traitements	216157	223285	229990	238121	245256	252652	260705	269085	277552
. excédent brut d'exploitation et revenu mixte	50402	51934	53205	54585	56040	57663	59256	60876	62545
. revenus nets de la propriété	26780	27710	28568	28784	29336	30439	31746	33147	34606
2. Transferts courants nets	-50914	-52568	-53786	-53494	-54801	-56457	-58510	-60865	-63724
. prestations moins cotisations sociales	630	1027	1927	2206	2667	3305	3859	4418	4849
. impôts courants	-53052	-54814	-56474	-56580	-58462	-60879	-63615	-66667	-70098
. autres transferts	1509	1219	761	880	994	1116	1246	1383	1525
3. Revenu disponible brut	242425	250361	257978	267996	275831	284296	293198	302243	310979
Sociétés									
1. Revenu primaire brut	89598	96215	95093	96163	99015	102487	105696	109360	113603
. excédent brut d'exploitation	112553	116682	118023	119822	123893	127955	131557	135306	139279
. revenus nets de la propriété	-22955	-20467	-22930	-23659	-24878	-25468	-25861	-25946	-25676
2. Transferts courants nets	-13573	-16993	-18356	-15959	-15436	-15070	-14871	-14829	-14944
3. Revenu disponible brut	76025	79222	76737	80204	83579	87417	90825	94531	98659
Administrations publiques									
1. Revenu primaire brut	42146	45205	48378	50198	51779	53632	55043	56312	57297
. excédent brut d'exploitation	9324	9540	9744	9933	10164	10480	10883	11209	11663
. impôts indirects nets de subventions	41084	42591	44557	45643	46336	47600	48692	50068	51395
. revenus nets de la propriété	-8262	-6926	-5923	-5378	-4721	-4448	-4531	-4965	-5761
2. Transferts courants nets	56860	63076	64663	61978	62625	63714	65503	67343	70295
3. Revenu disponible brut	99007	108282	113041	112176	114405	117346	120547	123655	127593
Reste du monde									
1. Revenu disponible brut	7626	6484	7479	7475	7611	7813	7878	8352	8373
Revenu national brut	425083	444349	455235	467851	481426	496873	512447	528780	545603

Tableau C6 Balance d'investissement et d'épargne
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Ressources									
a. Épargne brute	100675	111806	112548	116312	119419	123320	127080	130703	135062
1. Sociétés	73346	76728	74191	77615	81023	84909	88365	92136	96330
2. Ménages	27452	28690	30090	34533	35488	36306	37166	38027	38499
3. Administrations publiques	-370	6081	7952	3843	2579	1768	1202	182	-136
4. ISBL	247	307	315	322	329	337	348	358	369
b. Transferts nets en capital	397	366	-168	-243	-200	-156	-278	-142	-148
2. Emplois									
a. Formation brute de capital	102225	107860	114338	118716	122280	127132	130935	136340	140801
1. Sociétés	68039	72588	76953	79269	81176	84221	87508	90765	93944
2. Ménages	24440	25047	26055	27597	28436	29354	30221	31054	31875
3. Administrations publiques	9265	9705	10788	11276	12076	12946	12576	13875	14319
4. ISBL	481	521	542	574	592	611	629	646	663
3. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement									
	-1153	4312	-1959	-2646	-3060	-3968	-4133	-5780	-5887

D. Finances publiques

Tableau D1 Compte des administrations publiques
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Recettes	214928	225112	233086	236049	241860	248047	255363	263656	272496
A. Fiscales et parafiscales	185508	194307	201236	202948	207909	214143	220668	227964	235821
1. Fiscales	127450	134682	140384	139965	142760	146705	150921	155772	161134
a. Impôts directs	68753	73784	77162	74827	76233	78540	81182	84142	87637
- Ménages	52617	54364	56009	56102	57970	60373	63093	66130	69545
- Sociétés	15064	18400	20062	17605	17108	16978	16864	16750	16792
- Autres	1073	1020	1091	1121	1154	1189	1225	1262	1300
b. Impôts indirects	55350	57281	59446	61214	62699	64364	65863	67636	69382
c. Impôts en capital	3346	3618	3776	3924	3828	3801	3876	3994	4115
2. Cotisations sociales effectives	58059	59624	60852	62983	65150	67438	69747	72192	74687
B. Autres recettes des autres secteurs	19354	20346	20960	21908	22413	22388	22821	23385	23924
1. Revenus de la propriété	3814	3945	4257	4417	4518	4575	4608	4607	4548
2. Transferts courants reçus	2576	2802	2858	3089	3060	2817	2727	2777	2830
3. Transferts en capital reçus	625	457	286	274	277	281	285	289	294
4. Ventes courantes de biens et services produits	12340	13143	13560	14129	14558	14715	15202	15712	16252
C. Subsidés reçus	529	535	634	641	651	662	674	686	699
D. Cotisations sociales imputées	9536	9924	10257	10551	10886	10854	11200	11621	12052
2. Dépenses	225249	228986	236139	243576	251632	259670	267309	277611	287114
A. Dépenses primaires	213173	218115	225959	233782	242393	250647	258170	268039	276806
a. Courantes	199251	204086	210893	218215	225938	233174	240861	249619	257914
1. Rémunérations des salariés	52337	53971	55209	56417	58131	59486	61119	62978	64798
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	16896	17582	18369	18969	19498	20074	20601	21135	21702
3. Subventions	14266	14690	14889	15571	16363	16765	17171	17568	17987
4. Prestations sociales	106584	109941	113609	118238	122677	127256	132186	137544	142872
- En espèces	72847	75109	77603	80408	83388	86293	89518	92944	96301
- En nature fournies par des producteurs marchands	33738	34832	36006	37830	39289	40963	42668	44600	46570
5. Transferts aux ménages et ISBL	3431	3416	3451	3650	3706	3771	3845	3924	4005
6. Transferts aux entreprises	226	220	225	226	228	229	231	233	235
7. Contributions RNB et TVA à l'UE	4086	2988	3845	3860	4031	4267	4358	4861	4913
8. Autres transferts au reste du monde	1425	1278	1297	1283	1303	1326	1350	1376	1404
b. En capital	13922	14029	15066	15567	16455	17473	17309	18420	18891
1. Formation brute de capital fixe	9313	9771	10796	11333	12135	13006	12637	13937	14382
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	-2	128	230	32	39	38	20	14	13
3. Transferts aux ménages et ISBL	436	482	513	589	619	666	714	760	804
4. Transferts aux entreprises	3604	3349	3140	3150	3236	3382	3432	3340	3316
5. Transferts au reste du monde	571	300	388	463	427	381	505	369	376
B. Charges d'intérêts	12075	10870	10180	9794	9239	9023	9139	9572	10309
3. Solde de financement	-10321	-3874	-3052	-7527	-9772	-11623	-11946	-13955	-14619
Épargne brute	-370	6081	7952	3843	2579	1768	1202	182	-136
4. Solde primaire	1755	6997	7127	2267	-533	-2600	-2807	-4383	-4310
p.m. Consommation finale	99376	102201	105089	108334	111825	115578	119345	123473	127729

Tableau D1bis Compte des administrations publiques
En pour cent du PIB

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Recettes	50.6	51.3	51.7	51.0	50.8	50.5	50.5	50.6	50.7
A. Fiscales et parafiscales	43.7	44.3	44.7	43.8	43.6	43.6	43.6	43.7	43.9
1. Fiscales	30.0	30.7	31.2	30.2	30.0	29.9	29.8	29.9	30.0
a. Impôts directs	16.2	16.8	17.1	16.2	16.0	16.0	16.1	16.1	16.3
- Ménages	12.4	12.4	12.4	12.1	12.2	12.3	12.5	12.7	13.0
- Sociétés	3.5	4.2	4.5	3.8	3.6	3.5	3.3	3.2	3.1
- Autres	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
b. Impôts indirects	13.0	13.0	13.2	13.2	13.2	13.1	13.0	13.0	12.9
c. Impôts en capital	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
2. Cotisations sociales effectives	13.7	13.6	13.5	13.6	13.7	13.7	13.8	13.9	13.9
B. Autres recettes des autres secteurs	4.6	4.6	4.7	4.7	4.7	4.6	4.5	4.5	4.5
1. Revenus de la propriété	0.9	0.9	0.9	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8
2. Transferts courants reçus	0.6	0.6	0.6	0.7	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5
3. Transferts en capital reçus	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
4. Ventes courantes de biens et services produits	2.9	3.0	3.0	3.1	3.1	3.0	3.0	3.0	3.0
C. Subsidies reçus	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
D. Cotisations sociales imputées	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.2	2.2	2.2	2.2
2. Dépenses	53.0	52.2	52.4	52.6	52.8	52.9	52.8	53.3	53.5
A. Dépenses primaires	50.2	49.7	50.2	50.5	50.9	51.0	51.0	51.4	51.5
a. Courantes	46.9	46.5	46.8	47.1	47.4	47.5	47.6	47.9	48.0
1. Rémunérations des salariés	12.3	12.3	12.3	12.2	12.2	12.1	12.1	12.1	12.1
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	4.0	4.0	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.0
3. Subventions	3.4	3.3	3.3	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.3
4. Prestations sociales	25.1	25.0	25.2	25.5	25.7	25.9	26.1	26.4	26.6
- En espèces	17.2	17.1	17.2	17.4	17.5	17.6	17.7	17.8	17.9
- En nature fournies par des producteurs marchands	7.9	7.9	8.0	8.2	8.2	8.3	8.4	8.6	8.7
5. Transferts aux ménages et ISBL	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7
6. Transferts aux entreprises	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
7. Contributions RNB et TVA à l'UE	1.0	0.7	0.9	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9
8. Autres transferts au reste du monde	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
b. En capital	3.3	3.2	3.3	3.4	3.5	3.6	3.4	3.5	3.5
1. Formation brute de capital fixe	2.2	2.2	2.4	2.4	2.5	2.6	2.5	2.7	2.7
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	-0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3. Transferts aux ménages et ISBL	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
4. Transferts aux entreprises	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6
5. Transferts au reste du monde	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
B. Charges d'intérêts	2.8	2.5	2.3	2.1	1.9	1.8	1.8	1.8	1.9
3. Solde de financement	-2.4	-0.9	-0.7	-1.6	-2.1	-2.4	-2.4	-2.7	-2.7
Épargne brute	-0.1	1.4	1.8	0.8	0.5	0.4	0.2	0.0	-0.0
4. Solde primaire	0.4	1.6	1.6	0.5	-0.1	-0.5	-0.6	-0.8	-0.8
p.m. Consommation finale	23.4	23.3	23.3	23.4	23.5	23.5	23.6	23.7	23.8

Tableau D2 Compte du pouvoir fédéral
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Recettes	105307	111439	119279	116886	119181	121966	125185	129114	133479
A. Fiscales et parafiscales	94863	100758	106699	105422	107423	110415	113418	116955	120921
1. Fiscales	94793	100691	106633	105357	107356	110348	113349	116885	120850
a. Impôts directs	52451	57102	61061	58489	59498	61249	63134	65283	67929
- Ménages	36637	37972	40211	40068	41551	43408	45383	47621	50199
- Sociétés	14741	18110	19759	17300	16793	16652	16526	16400	16430
- Autres	1073	1020	1091	1121	1154	1189	1225	1262	1300
b. Impôts indirects	41927	43102	45049	46297	47416	48716	49821	51197	52502
c. Impôts en capital	415	487	523	571	442	382	394	406	418
2. Cotisations sociales effectives	71	67	66	65	66	67	69	70	71
B. Autres recettes des autres secteurs	5403	5445	5495	5806	5853	5397	5387	5522	5662
1. Revenus de la propriété	1711	1838	1993	2001	2034	2082	2131	2181	2233
2. Transferts courants reçus	1040	1079	1211	1393	1342	1068	945	962	980
3. Transferts en capital reçus	445	278	62	57	58	59	60	61	62
4. Ventes courantes de biens et services produits	2207	2252	2230	2355	2419	2188	2251	2317	2387
C. Cotisations sociales imputées	2420	2493	2582	2670	2791	2910	3017	3139	3263
D. Transferts des administrations publiques	2621	2742	4503	2988	3115	3244	3363	3497	3633
1. des administrations de sécurité sociale	2610	2730	2861	2976	3103	3232	3350	3485	3620
2. des communautés et régions	10	9	1637	12	12	12	12	12	13
3. des administrations locales	1	3	5	0	0	0	0	0	0
dont, en capital	0	0	1627	0	0	0	0	0	0
2. Dépenses	116312	117088	120077	123566	127445	131178	133987	139220	143861
A. Dépenses primaires	105738	107542	111203	115029	119355	123186	125826	130625	134564
a. Finales courantes	28705	27557	29206	29982	31330	32338	33109	34357	35167
1. Rémunérations des salariés	9311	9450	9480	9548	9811	10032	10286	10576	10865
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	3139	3083	3180	3203	3331	3469	3530	3593	3660
3. Subventions	4685	4518	4851	5242	5727	5888	6032	6179	6329
4. Prestations sociales	5440	5659	5927	6150	6423	6641	6825	7031	7243
- En espèces	5006	5245	5475	5675	5932	6133	6305	6498	6697
- En nature fournies par des producteurs marchands	434	414	451	475	491	509	520	533	545
5. Transferts aux ménages et ISBL	728	688	742	810	820	834	850	867	883
6. Transferts aux entreprises	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7. Contribution RNB et TVA à l'UE	4086	2988	3845	3860	4031	4267	4358	4861	4913
8. Autres transferts au reste du monde	1315	1171	1182	1169	1187	1206	1228	1250	1274
b. Finales en capital	3350	3020	2891	3098	3375	3894	3497	4219	3901
1. Formation brute de capital fixe	953	990	1019	1232	1413	1849	1485	2256	1939
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	37	-0	27	12	12	12	12	12	12
3. Transferts aux ménages et ISBL	97	35	28	35	36	36	37	38	38
4. Transferts aux entreprises	1718	1728	1535	1572	1662	1742	1702	1649	1642
5. Transferts au reste du monde	544	268	282	247	251	255	259	264	269
c. Transferts aux administrations publiques	73683	76965	79106	81948	84650	86954	89221	92049	95496
1. Transferts de recettes fiscales	39557	44015	46268	48056	49954	51883	53247	55149	57607
2. Autres transferts courants	34025	32881	32705	33799	34601	34974	35876	36800	37786
3. Transferts en capital	101	69	133	94	95	96	98	100	102
B. Charges d'intérêts	10574	9546	8874	8538	8090	7992	8161	8595	9298
3. Solde de financement	-11005	-5649	-798	-6681	-8264	-9212	-8802	-10106	-10382
Épargne brute	-8414	-3324	15	-4117	-5294	-5662	-5661	-6253	-6860
4. Solde primaire	-430	3897	8076	1857	-174	-1220	-641	-1511	-1085
p.m. Consommation finale	11825	11864	12069	12054	12422	13080	13451	13794	14245

Tableau D3 Compte des communautés et régions
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Recettes	82301	85710	87769	89861	92065	94335	97128	100084	103222
A. Fiscales et parafiscales	20226	21332	21048	21435	21931	22546	23360	24248	25202
1. Fiscales	20001	21102	20794	21179	21674	22287	23100	23986	24939
a. Impôts directs - ménages	11055	11414	10903	10944	11207	11588	12118	12687	13283
b. Impôts indirects	6014	6558	6637	6882	7081	7281	7499	7711	7960
c. Impôts en capital	2932	3130	3253	3353	3385	3418	3483	3588	3697
2. Cotisations sociales effectives	225	230	255	256	257	259	260	261	263
B. Autres recettes des autres secteurs	8178	8865	9336	9627	9812	10019	10246	10480	10726
1. Revenus de la propriété	1096	1081	1113	1157	1179	1208	1239	1272	1305
2. Transferts courants reçus	975	1092	1201	1238	1252	1272	1294	1316	1339
3. Transferts en capital reçus	136	122	176	152	155	157	160	163	166
4. Ventes courantes de biens et services produits	5970	6570	6847	7079	7226	7382	7553	7730	7915
C. Subsidés reçus	261	266	269	274	278	283	288	293	298
D. Cotisations sociales imputées	5623	5882	6091	6253	6433	6255	6425	6643	6867
E. Transferts des administrations publiques	48013	49365	51025	52272	53611	55232	56809	58421	60130
1. Transferts de recettes fiscales	29478	30180	31268	32014	32797	33890	34816	35767	36750
2. Autres transferts	18535	19185	19757	20259	20814	21343	21993	22653	23380
a. du pouvoir fédéral	12703	13043	13462	13769	14129	14490	14845	15158	15523
b. des administrations de sécurité sociale	5545	5803	5980	6169	6349	6501	6791	7133	7488
c. des administrations locales	288	338	315	320	336	352	357	362	368
dont, en capital	88	62	119	79	92	104	106	107	108
2. Dépenses	82179	85238	89673	90775	93766	96134	98777	101479	104523
A. Dépenses primaires	80761	83922	88371	89578	92667	95082	97705	100326	103231
a. Finales courantes	62551	65356	67167	69505	71504	73302	75460	77866	80307
1. Rémunérations des salariés	24341	25454	26203	26986	27878	28530	29329	30245	31132
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	7946	8440	8993	9403	9575	9763	9958	10144	10342
3. Subventions	7030	7542	7206	7371	7539	7725	7929	8121	8330
4. Prestations sociales	21470	22228	23084	23955	24693	25434	26356	27428	28535
- En espèces	13761	14230	14782	15245	15646	16017	16548	17166	17791
- En nature fournies par des producteurs marchands	7709	7998	8303	8711	9047	9417	9808	10262	10744
5. Transferts aux ménages et ISBL	1546	1479	1467	1576	1604	1635	1670	1708	1748
6. Transferts aux entreprises	134	130	133	133	133	133	133	133	133
7. Transferts au reste du monde	84	83	82	81	82	83	85	86	88
b. Finales en capital	7615	7496	8079	8584	9363	9660	9936	9811	9956
1. Formation brute de capital fixe	5673	5605	6091	6497	7286	7525	7565	7586	7707
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	83	131	78	79	87	87	70	65	65
3. Transferts aux ménages et ISBL	207	304	350	438	466	512	559	602	645
4. Transferts aux entreprises	1625	1424	1454	1355	1347	1409	1495	1452	1431
5. Transferts au reste du monde	26	32	106	216	176	126	246	105	107
c. Transferts aux administrations publiques	10595	11070	13125	11488	11800	12121	12310	12649	12968
1. Transferts courants	9848	10279	10714	10835	11087	11353	11619	11911	12207
2. Transferts en capital	747	791	2412	654	713	768	691	738	761
B. Charges d'intérêts	1418	1316	1302	1198	1099	1052	1072	1153	1291
3. Solde de financement	122	471	-1904	-914	-1701	-1799	-1650	-1395	-1301
Épargne brute	5329	5445	5038	4739	4743	4949	5229	5296	5446
4. Solde primaire	1541	1787	-602	283	-602	-747	-577	-243	-9
p.m. Consommation finale	39349	40773	42214	43686	45063	46308	47729	49309	50882

Tableau D4 Compte des administrations locales
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Recettes	30763	31884	32505	33327	34165	35037	35973	37122	38294
A. Fiscales et parafiscales	9512	9679	9452	9702	9873	10075	10330	10605	10892
1. Fiscales	9492	9659	9439	9689	9860	10061	10316	10590	10878
a. Impôts directs - ménages	3727	3772	3639	3764	3825	3922	4065	4218	4380
b. Impôts indirects	5766	5887	5800	5925	6035	6139	6250	6372	6498
2. Cotisations sociales effectives	19	20	13	13	14	14	14	14	15
B. Autres recettes des autres secteurs	5155	5386	5540	5798	6047	6315	6602	6906	7229
1. Revenus de la propriété	958	1010	1095	1125	1158	1193	1229	1266	1304
2. Transferts courants reçus	346	391	314	319	324	329	335	341	348
3. Transferts en capital reçus	14	17	7	23	23	24	24	25	25
4. Ventes courantes de biens et services produits	3836	3968	4124	4330	4541	4769	5014	5274	5553
C. Subsidés reçus	268	269	365	368	373	379	386	393	400
D. Cotisations sociales imputées	1493	1550	1585	1628	1663	1690	1758	1839	1922
E. Transferts des administrations publiques	14336	15001	15564	15832	16209	16578	16897	17380	17850
1. Transferts de recettes fiscales	202	152	155	157	159	162	165	168	171
2. Autres transferts	14134	14848	15409	15675	16050	16417	16732	17212	17679
a. du pouvoir fédéral	2483	2673	2788	2855	2862	2884	2948	3013	3083
b. des communautés et régions	10389	10869	11291	11451	11788	12109	12298	12637	12956
c. des administrations de sécurité sociale	1262	1306	1330	1369	1400	1423	1487	1562	1641
dont, en capital	769	803	811	680	739	795	718	766	790
2. Dépenses	30047	31274	32519	33054	33698	34661	35535	37067	38760
A. Dépenses primaires	29629	30938	32231	32790	33458	34441	35328	36866	38550
a. Finales courantes	26538	27220	27954	28727	29546	30314	31238	32259	33294
1. Rémunérations des salariés	17088	17440	17919	18377	18913	19361	19902	20511	21113
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	4842	5055	5198	5418	5620	5836	6069	6313	6573
3. Subventions	714	658	708	720	731	743	756	770	785
4. Prestations sociales	3152	3310	3408	3478	3538	3617	3741	3881	4025
- En espèces	2870	3063	3169	3240	3300	3369	3483	3611	3743
- En nature fournies par des producteurs marchands	281	247	239	238	238	248	259	270	282
5. Transferts aux ménages et ISBL	650	668	629	640	649	660	672	684	697
6. Transferts aux entreprises	92	90	92	93	95	96	98	100	102
b. Finales en capital	2801	3376	3957	3743	3576	3775	3732	4244	4887
1. Formation brute de capital fixe	2618	3099	3606	3523	3353	3548	3501	4009	4648
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	-122	-3	124	-60	-61	-62	-63	-64	-65
3. Transferts aux ménages et ISBL	44	83	76	57	57	58	59	60	62
4. Transferts aux entreprises	261	196	151	223	227	230	235	239	243
c. Transferts aux administrations publiques	290	342	320	320	336	352	357	363	368
1. Transferts courants	281	337	308	308	313	317	322	328	334
2. Transferts en capital	8	5	12	12	23	35	35	35	35
B. Charges d'intérêts	418	336	288	264	240	220	208	201	210
3. Solde de financement	716	610	-14	273	467	376	438	55	-466
Épargne brute	2742	3171	3137	3326	3304	3367	3462	3543	3641
4. Solde primaire	1134	946	274	537	707	596	646	256	-256
p.m. consommation finale	20592	21052	21486	22038	22632	23140	23750	24423	25109

Tableau D5 Compte des administrations de sécurité sociale
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Recettes	90899	94634	96555	100468	104296	107557	110941	115045	119732
A. Fiscales et parafiscales	60908	62538	64036	66389	68683	71107	73561	76156	78806
1. Fiscales	3163	3230	3518	3740	3870	4009	4157	4310	4467
a. Impôts directs	1520	1496	1559	1630	1703	1780	1864	1953	2045
- Ménages	1198	1206	1256	1325	1388	1454	1526	1604	1683
- Sociétés	322	290	303	305	315	326	338	350	362
b. Impôts indirects	1643	1734	1959	2110	2167	2229	2293	2356	2422
2. Cotisations sociales effectives	57745	59307	60518	62649	64812	67098	69404	71847	74338
B. Autres recettes des autres secteurs	976	989	889	900	910	921	933	945	958
1. Revenus de la propriété	406	354	356	356	356	356	356	356	356
2. Transferts courants reçus	215	240	133	138	143	147	152	158	163
3. Transferts en capital reçus	29	41	41	41	41	41	41	41	41
4. Ventes courantes de biens et services produits	327	353	359	365	371	377	383	390	398
C. Cotisations sociales imputées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D. Transferts des administrations publiques	29014	31108	31631	33179	34703	35528	36447	37943	39968
1. Transferts de recettes fiscales	9878	13682	14845	15885	16998	17832	18266	19214	20687
2. Autres transferts	19137	17426	16785	17293	17704	17696	18181	18730	19282
a. Du pouvoir fédéral	18940	17234	16588	17268	17704	17696	18181	18730	19282
b. Des communautés et régions	197	192	197	26	0	0	0	0	0
dont, en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. Dépenses	91053	93940	96892	100674	104570	108544	112872	117554	122202
A. Dépenses primaires	91030	93929	96876	100656	104551	108520	112827	117463	122042
a. Finales courantes	81457	83953	86566	90001	93557	97221	101054	105136	109146
1. Rémunérations des salariés	1597	1628	1607	1506	1529	1563	1602	1645	1688
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	970	1004	999	945	971	1007	1045	1085	1127
3. Subventions	1836	1972	2124	2238	2366	2409	2453	2498	2543
4. Prestations sociales	76522	78744	81190	84654	88023	91564	95263	99203	103068
- En espèces	51209	52571	54177	56248	58510	60774	63181	65669	68069
- En nature fournies par des producteurs marchands	25313	26173	27013	28406	29513	30790	32082	33535	34999
5. Transferts aux ménages et ISBL	507	580	614	624	633	643	653	665	677
6. Transferts au reste du monde	25	24	33	33	35	36	38	40	42
b. Finales en capital	157	137	140	141	142	143	145	146	147
1. Formation brute de capital fixe	69	78	80	81	83	84	85	86	88
2. Transferts aux ménages	89	59	59	59	59	59	59	59	59
3. Transferts aux entreprises	-0	-0	-0	-0	-0	-0	-0	-0	-0
c. Transferts aux administrations publiques	9416	9839	10171	10515	10852	11156	11628	12181	12749
1. Transferts courants	9416	9839	10171	10515	10852	11156	11628	12181	12749
2. Transferts en capital	-0	-0	0	0	0	0	0	0	0
B. Charges d'intérêts	23	11	16	18	19	24	45	91	160
3. Solde de financement	-154	694	-336	-206	-274	-988	-1931	-2509	-2469
Épargne brute	-26	790	-238	-106	-173	-885	-1828	-2404	-2363
4. Solde primaire	-132	705	-321	-188	-255	-963	-1886	-2418	-2310
p.m. Consommation finale	27610	28512	29321	30556	31709	33050	34415	35947	37492

Tableau D6 Détail des prestations sociales à charge de la sécurité sociale
Millions d'euros

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
A. Prestations sociales en espèces	51209	52571	54177	56248	58510	60774	63181	65669	68069
1. Prestations de sécurité sociale	51119	52490	54077	56160	58430	60696	63110	65605	68012
a. Pensions du secteur privé	27902	29230	30602	32193	33847	35506	37274	39179	41120
- Salariés	24071	25236	26477	27925	29315	30762	32300	33951	35634
- Indépendants	3506	3664	3802	3949	4204	4407	4628	4870	5115
- Office de Sécurité sociale d'Outre-mer (OSSOM)	326	329	322	319	328	336	346	358	371
b. Indemnités maladie-invalidité	7842	8229	8792	9390	9952	10475	10942	11341	11655
- Salariés	7409	7770	8289	8882	9412	9906	10345	10718	11013
- Indépendants	433	459	503	508	539	569	597	622	642
c. Allocations familiales (avant 2015)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Salariés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Indépendants	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Secteur public (ONSSAPL)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
d. Chômage	7883	7297	6768	6386	6178	6002	5913	5800	5656
- Allocations de chômage	5799	5357	4991	4794	4728	4678	4655	4581	4459
- Interruption de carrière et crédit-temps	680	670	634	643	635	640	657	680	703
- Allocations de chômage avec complément d'entreprise (partie ONEM)	1405	1270	1144	949	815	684	602	540	495
e. Accidents du travail	225	230	234	238	250	269	284	301	318
f. Maladies professionnelles	262	257	259	252	248	245	242	239	236
g. Fonds de fermeture d'entreprises	236	198	197	249	256	265	274	283	292
h. Assurance soins (avant 2016)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
i. Pensions du secteur public (1) et autres prestations sociales	6768	7050	7224	7452	7698	7935	8182	8463	8734
2. Prestations d'assistance sociale	90	81	100	88	80	79	71	64	57
3. Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B. Prestations sociales en nature	25313	26173	27013	28406	29513	30790	32082	33535	34999
1. Soins de santé	25303	26163	27001	28397	29504	30780	32072	33524	34988
a. Salariés et indépendants	25282	26142	26982	28380	29486	30762	32053	33505	34969
b. Office de Sécurité sociale d'Outre-mer (OSSOM)	21	21	19	17	18	18	19	19	20
2. Autres prestations sociales en nature	10	10	11	9	10	10	10	10	11
Total des prestations sociales	76522	78744	81190	84654	88023	91564	95263	99203	103068

(1) Il s'agit ici des prestations relatives aux pensions du secteur public qui sont dans le périmètre du compte des administrations de sécurité sociale. Celles-ci comprennent le "Fonds des veuves et orphelins", les pensions de retraite du personnel statutaire de certaines entreprises publiques (Bpost, ex-Belgacom et autres) et du pool des parastataux ainsi que les pensions de retraite et de survie (personnel statutaire) du "Fonds de pension solidarisé des pouvoirs locaux", de HR Rail et de la police fédérale.

E. Résultats par branche d'activité

Tableau E1 Valeurs ajoutées brutes en volume
Taux de croissance

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Agriculture	-6.2	-9.6	7.5	0.3	0.2	0.6	0.5	0.4	0.3
2. Énergie	-2.6	-9.6	-1.3	1.1	1.0	0.5	0.3	-0.5	0.4
3. Industries manufacturières	1.2	2.7	2.0	1.3	1.5	1.5	1.2	1.1	1.1
a. Biens intermédiaires	4.5	2.1	2.3	1.3	1.5	1.5	1.1	0.9	0.9
b. Biens d'équipement	-2.5	8.9	2.6	2.0	2.0	1.7	1.5	1.5	1.4
c. Biens de consommation	-2.1	0.2	1.2	1.0	1.2	1.4	1.3	1.2	1.2
4. Construction	-0.1	-0.8	1.1	1.9	1.4	1.6	1.3	1.6	1.5
5. Services marchands	1.6	2.4	1.5	1.4	1.5	1.6	1.5	1.5	1.4
a. Transports et communication	-1.4	2.1	1.9	1.5	1.3	1.4	1.1	1.0	0.9
b. Commerce et horeca	2.3	0.3	0.2	1.1	1.2	1.2	1.2	1.1	1.0
c. Crédit et assurances	5.0	0.9	-0.4	0.6	1.4	1.5	1.3	1.3	1.2
d. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	-0.1	1.6	1.1	1.3	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6
e. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	1.8	4.1	2.6	1.8	1.6	1.8	1.7	1.7	1.7
6. Services non marchands	1.2	1.3	1.0	0.8	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9
Total	1.2	1.7	1.4	1.3	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3

Tableau E2 Structure de la valeur ajoutée brute à prix courants
En pour cent du total

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Agriculture	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
2. Énergie	3.0	2.8	2.9	2.7	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6
3. Industries manufacturières	13.6	13.9	13.8	13.7	13.7	13.7	13.6	13.6	13.6
a. Biens intermédiaires	7.1	7.5	7.5	7.4	7.4	7.3	7.3	7.3	7.3
b. Biens d'équipement	2.4	2.5	2.4	2.4	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
c. Biens de consommation	4.1	4.0	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9
4. Construction	5.3	5.2	5.3	5.4	5.3	5.3	5.3	5.2	5.2
5. Services marchands	62.6	62.5	62.4	62.6	62.7	62.8	62.9	62.9	62.9
a. Transports et communication	6.8	6.7	6.7	6.6	6.5	6.5	6.4	6.4	6.4
b. Commerce et horeca	14.3	14.1	14.0	14.0	13.8	13.7	13.6	13.6	13.5
c. Crédit et assurances	6.4	6.2	6.0	6.0	5.9	5.9	5.8	5.8	5.7
d. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	7.4	7.5	7.5	7.6	7.7	7.7	7.8	7.9	8.0
e. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	27.8	28.0	28.2	28.5	28.8	29.0	29.2	29.2	29.3
6. Services non marchands	14.8	14.8	14.8	14.8	14.9	14.8	14.8	14.9	14.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Tableau E3 Investissements en volume
Taux de croissance

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Agriculture	-0.8	5.2	1.3	1.8	1.0	1.4	1.4	1.3	1.3
2. Énergie	18.0	-0.1	-0.9	2.9	1.7	1.1	1.2	4.2	0.2
3. Industries manufacturières	-10.8	5.1	4.9	4.6	1.5	1.7	1.4	1.3	1.3
a. Biens intermédiaires	-20.5	3.8	6.3	5.7	1.6	1.8	1.4	1.2	1.3
b. Biens d'équipement	7.2	14.5	3.1	4.1	0.9	1.5	1.4	1.4	1.3
c. Biens de consommation	8.1	2.0	2.9	2.2	1.8	1.8	1.5	1.4	1.2
4. Construction	-9.3	3.6	3.9	3.7	2.2	2.2	1.7	2.1	2.0
5. Services marchands	10.4	1.8	2.8	3.1	2.5	2.2	1.9	1.9	1.8
a. Transports et communication	4.2	6.4	3.5	3.9	5.5	2.2	1.4	1.2	1.1
b. Commerce et horeca	8.2	1.1	1.6	2.9	1.7	1.6	1.5	1.4	1.2
c. Crédit et assurances	7.9	9.3	2.0	2.4	1.1	1.4	1.3	1.3	1.2
d. Santé et action sociale	-3.9	5.9	2.0	2.7	1.8	2.1	2.2	2.3	2.2
e. Autres services marchands (logements exclus)	17.2	-1.7	3.1	2.9	2.0	2.5	2.4	2.3	2.3
6. Logements	3.8	0.0	1.8	4.1	1.2	1.4	1.1	0.9	0.8
7. Services non marchands	-5.6	0.8	6.5	0.7	3.0	6.2	-4.9	11.0	1.1
Total	3.8	1.8	3.0	3.3	2.0	2.2	1.1	2.3	1.4

Tableau E4 Emploi intérieur
Milliers, moyennes annuelles

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Salariés	3881.7	3934.0	3984.6	4029.0	4059.0	4083.2	4102.6	4120.6	4138.2
a. Agriculture	22.7	22.7	24.1	24.5	24.5	24.9	25.2	25.6	26.0
b. Énergie	54.7	55.0	55.0	55.4	55.3	55.2	55.2	55.0	55.0
c. Industries manufacturières	471.0	473.6	479.6	479.1	476.3	472.6	468.4	464.1	459.7
. Biens intermédiaires	197.5	199.7	203.1	202.6	200.5	197.7	194.6	191.5	188.4
. Biens d'équipement	91.3	90.7	91.7	91.5	91.1	90.3	89.4	88.4	87.5
. Biens de consommation	182.3	183.2	184.9	185.1	184.7	184.7	184.5	184.2	183.8
d. Construction	200.8	202.6	204.8	210.9	215.3	217.7	218.1	218.4	218.4
e. Transports et communication	262.1	263.5	267.2	269.5	270.1	270.3	270.4	270.3	270.3
f. Commerce et horeca	615.6	622.8	626.9	633.2	635.5	636.6	638.0	639.4	640.9
g. Crédit et assurances	116.2	114.0	111.9	110.7	109.8	109.2	108.6	107.9	107.3
h. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	526.0	536.8	547.1	560.1	571.2	581.8	592.1	602.5	613.2
i. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	761.0	788.8	810.6	827.2	839.1	851.0	860.7	869.0	876.5
j. Services non marchands	851.6	854.2	857.4	858.3	861.8	863.7	866.0	868.4	870.9
. Administration publique et enseignement	813.3	814.9	817.2	817.4	820.3	821.7	823.1	824.8	826.6
. Domestiques	38.3	39.3	40.2	40.8	41.5	42.1	42.8	43.6	44.3
2. Indépendants	777.8	790.0	801.1	812.7	821.6	830.0	838.0	845.7	853.0
a. Agriculture	36.5	35.7	35.2	34.6	33.9	33.2	32.5	31.8	31.2
b. Énergie	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
c. Industries manufacturières	24.8	24.9	25.0	25.2	25.3	25.4	25.5	25.6	25.7
. Biens intermédiaires	5.5	5.4	5.5	5.5	5.6	5.6	5.7	5.8	5.9
. Biens d'équipement	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
. Biens de consommation	18.1	18.3	18.4	18.5	18.5	18.6	18.6	18.6	18.6
d. Construction	68.0	69.8	71.4	72.8	73.9	74.8	75.6	76.3	76.9
e. Transports et communication	10.7	11.0	11.1	11.3	11.5	11.7	11.9	12.1	12.3
f. Commerce et horeca	118.1	115.1	113.7	112.6	111.4	110.4	109.5	108.7	107.9
g. Crédit et assurances	7.2	6.7	6.4	6.1	5.9	5.7	5.5	5.3	5.2
h. Santé et action sociale	79.9	81.6	83.4	85.1	86.6	88.1	89.6	91.1	92.7
i. Autres services marchands	424.8	436.8	446.1	455.9	463.7	471.1	478.1	484.7	491.0
j. Services non marchands (enseignement)	7.2	7.9	8.2	8.5	8.8	9.0	9.2	9.4	9.6
3. Emploi intérieur (1+2)	4659.5	4724.0	4785.7	4841.7	4880.6	4913.2	4940.6	4966.3	4991.2
a. Agriculture	59.2	58.4	59.2	59.1	58.5	58.1	57.8	57.4	57.1
b. Énergie	55.2	55.5	55.6	56.0	55.9	55.8	55.8	55.6	55.6
c. Industries manufacturières	495.8	498.5	504.7	504.4	501.6	498.0	493.9	489.7	485.4
. Biens intermédiaires	202.9	205.1	208.5	208.1	206.1	203.3	200.3	197.2	194.3
. Biens d'équipement	92.5	91.9	92.9	92.7	92.3	91.5	90.6	89.7	88.7
. Biens de consommation	200.4	201.5	203.3	203.5	203.3	203.2	203.0	202.7	202.4
d. Construction	268.9	272.4	276.2	283.7	289.2	292.5	293.7	294.7	295.4
e. Transports et communication	272.7	274.5	278.3	280.9	281.6	282.0	282.2	282.4	282.6
f. Commerce et horeca	733.7	737.9	740.6	745.8	747.0	747.0	747.5	748.0	748.8
g. Crédit et assurances	123.3	120.6	118.3	116.9	115.7	114.9	114.1	113.3	112.5
h. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	605.9	618.4	630.5	645.2	657.7	669.9	681.7	693.6	705.8
i. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	1185.8	1225.5	1256.7	1283.1	1302.8	1322.1	1338.8	1353.7	1367.5
j. Services non marchands	858.8	862.2	865.6	866.8	870.6	872.8	875.2	877.9	880.6
. Administration publique et enseignement	820.4	822.8	825.4	826.0	829.1	830.7	832.4	834.2	836.2
. Domestiques	38.3	39.3	40.2	40.8	41.5	42.1	42.8	43.6	44.3

Tableau E5 Productivité horaire des branches d'activité marchande
Taux de croissance

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Agriculture	-6.5	-10.4	6.6	0.9	1.5	1.7	1.6	1.5	1.4
2. Énergie	-3.3	-10.1	-1.5	0.5	1.2	0.6	0.5	-0.2	0.4
3. Industries manufacturières	1.3	1.6	0.7	1.3	2.0	2.1	2.0	1.9	1.9
a. Biens intermédiaires	3.1	0.8	0.7	1.4	2.5	2.8	2.5	2.4	2.4
b. Biens d'équipement	0.5	7.7	1.4	2.1	2.4	2.5	2.5	2.6	2.5
c. Biens de consommation	-1.9	-0.8	0.1	0.7	1.1	1.3	1.3	1.3	1.3
4. Construction	-1.1	-2.3	-1.1	-0.7	-0.5	0.4	0.8	1.2	1.2
5. Services marchands	-0.2	0.5	-0.3	-0.2	0.3	0.6	0.6	0.6	0.6
a. Transports et communication	-1.6	1.2	0.0	0.5	0.9	1.1	1.0	0.8	0.8
b. Commerce et horeca	1.4	-0.4	-0.4	0.3	1.0	1.1	1.1	1.1	1.0
c. Crédit et assurances	6.3	3.4	1.2	1.6	2.3	2.2	2.1	2.1	2.0
d. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	-2.1	-0.3	-0.8	-0.9	-0.5	-0.3	-0.1	-0.1	-0.2
e. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	-1.1	0.8	-0.1	-0.4	0.0	0.3	0.5	0.6	0.6
Total	-0.2	-0.0	-0.2	-0.0	0.5	0.8	0.8	0.8	0.8

Tableau E6 Coût nominal par tête du facteur travail des branches d'activité marchande
Taux de croissance

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Agriculture	3.6	5.6	3.9	2.5	2.2	2.8	3.0	3.0	2.9
2. Énergie	2.6	0.9	1.9	2.8	2.4	2.8	3.1	3.0	2.9
3. Industries manufacturières	0.1	3.4	1.2	2.7	2.1	2.5	2.8	2.9	2.9
a. Biens intermédiaires	-0.3	2.1	1.3	2.7	2.2	2.6	2.9	2.9	2.9
b. Biens d'équipement	0.1	9.1	-0.0	2.8	2.1	2.6	2.9	3.0	3.0
c. Biens de consommation	0.5	1.7	1.6	2.7	2.2	2.6	2.9	3.0	3.0
4. Construction	1.4	1.9	1.1	-0.3	-0.7	2.5	2.8	2.8	2.8
5. Services marchands	0.1	1.6	1.7	2.5	2.2	2.6	2.9	2.9	2.8
a. Transports et communication	-0.4	2.0	1.1	2.6	2.2	2.7	2.9	3.0	2.9
b. Commerce et horeca	-0.1	1.1	2.5	2.8	2.3	2.7	2.9	3.0	2.9
c. Crédit et assurances	0.6	1.2	2.2	3.0	2.4	2.7	3.0	3.0	2.9
d. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	-0.1	1.9	2.0	2.3	2.0	2.8	3.1	3.1	3.1
e. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	1.0	2.3	1.5	2.8	2.4	2.7	2.9	2.9	2.9
Total	0.2	1.9	1.5	2.3	1.9	2.5	2.8	2.8	2.8

F. Consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre

Tableau F1 Bilan énergétique
Tous produits, millions de tep

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Production de sources primaires et récupérations	15.0	14.6	11.4	15.2	15.6	15.6	15.2	11.6	11.6
Importations	79.4	83.5	85.8	85.2	86.3	87.3	88.4	91.1	92.1
Exportations totales	30.7	34.8	34.8	35.3	35.9	36.3	36.8	37.3	37.8
Soutes	6.7	7.5	7.7	7.9	8.1	8.4	8.7	8.9	9.2
Consommation intérieure brute	57.4	56.2	55.1	57.8	58.4	58.7	58.7	57.0	57.3
Entrées en transformation	52.9	52.6	50.8	54.0	54.5	55.0	55.1	53.1	53.5
Centrales électriques thermiques	5.9	6.0	6.2	5.5	5.3	5.3	5.4	6.7	6.7
Centrales nucléaires	11.2	10.9	7.0	10.4	10.4	10.4	10.0	6.2	6.2
Cokeries	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
Hauts fourneaux	0.6	0.6	0.7	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7
Raffineries	33.9	33.9	35.7	36.1	36.8	37.3	37.8	38.2	38.7
Chauffage urbain	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Sorties de transformation	43.0	44.5	43.6	44.9	45.6	46.2	46.6	46.6	47.1
Centrales électriques thermiques	3.6	3.7	3.9	3.5	3.5	3.6	3.7	4.5	4.6
Centrales nucléaires	3.7	3.5	2.3	3.5	3.5	3.5	3.3	2.1	2.1
Cokeries	1.1	1.1	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
Hauts fourneaux	0.6	0.6	0.7	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7
Raffineries	33.9	35.6	35.7	36.1	36.8	37.3	37.8	38.2	38.7
Échanges et transferts	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Consommation de la branche énergie	2.1	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Pertes sur les réseaux	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Disponible pour la consommation finale	44.7	45.4	45.3	46.0	46.7	46.9	47.1	47.3	47.5
Consommation finale non énergétique	8.2	7.7	7.9	8.0	8.2	8.4	8.6	8.8	9.0
Consommation finale énergétique	36.0	36.2	35.8	36.4	36.9	36.9	37.0	37.0	37.0
Industrie	12.0	12.3	12.0	12.5	12.6	12.6	12.6	12.5	12.5
Transports	10.5	10.6	10.3	10.3	10.6	10.6	10.6	10.6	10.6
Foyers domestiques	8.2	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.2	8.2
Commerce, services, agriculture	5.4	5.3	5.4	5.5	5.6	5.6	5.6	5.7	5.7

Tableau F2 Émissions de gaz à effet de serre
Millions de tonnes d'équivalent CO₂

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Énergie	84.0	83.3	82.5	81.8	81.8	82.1	82.4	85.4	85.5
1A. Combustion de carburants	83.4	82.6	81.9	81.2	81.1	81.5	81.8	84.8	84.8
1A1. Secteurs d'énergie	21.1	21.1	21.8	20.1	19.8	20.2	20.8	24.1	24.4
1A2. Industrie	17.5	17.9	16.9	17.7	17.6	17.4	17.2	16.8	16.5
1A3. Transport	26.3	26.1	25.4	25.4	25.5	25.6	25.7	25.8	25.8
1A4. Autres secteurs	24.9	24.5	24.7	25.0	25.2	25.2	25.2	25.1	25.1
1A5. Autres	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Écart statistique	-6.5	-7.1	-7.1	-7.1	-7.1	-7.1	-7.1	-7.1	-7.1
1B. Émissions fugitives	0.6	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
2. Processus industriels	20.4	19.7	18.9	18.6	18.4	18.2	17.8	17.4	17.1
3. Agriculture	9.9	10.1	10.0	10.0	9.9	9.8	9.8	9.7	9.6
4. Déchets	1.5	1.5	1.4	1.3	1.3	1.2	1.2	1.1	1.1
Total	115.8	114.5	112.9	111.7	111.3	111.3	111.2	113.7	113.2
Soutes internationales	26.3	28.6	29.1	29.6	30.2	31.0	31.8	32.6	33.4

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public chargé de réaliser, dans une optique d'aide à la décision, des études et des prévisions sur des questions de politique économique, socioéconomique et environnementale. Il examine en outre leur intégration dans une perspective de développement durable. Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du Parlement, des interlocuteurs sociaux ainsi que des institutions nationales et internationales.

Il suit une approche caractérisée par l'indépendance, la transparence et le souci de l'intérêt général. Il fonde ses travaux sur des données de qualité, des méthodes scientifiques et la validation empirique des analyses. Enfin, il assure aux résultats de ses travaux une large diffusion et contribue ainsi au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : <http://www.plan.be>

e-mail: contact@plan.be

Les publications du Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) publie régulièrement les méthodes et résultats de ses travaux à des fins d'information et de transparence. Les publications du BFP s'organisent autour de trois séries : les Perspectives, les Working Papers, les Planning Papers. Le BFP publie également des rapports et occasionnellement, des ouvrages. Certaines des publications sont le fruit de collaborations avec d'autres institutions.

Toutes les publications du Bureau fédéral du Plan sont disponibles sur : www.plan.be

Les séries

Perspectives

L'une des principales missions du Bureau fédéral du Plan (BFP) est d'aider les décideurs à anticiper les évolutions futures de l'économie belge.

Le BFP établit trois fois par an, en février, en juin et en septembre, des prévisions à court terme pour l'économie belge, sous la responsabilité de l'Institut des Comptes nationaux. Ces prévisions servent de base à la confection du budget de l'État et au contrôle budgétaire, d'où la dénomination de « budget économique ». Le BFP publie en juin des perspectives économiques sur un horizon de cinq ans, dont une version préliminaire préparée en mars constitue le cadre macroéconomique du programme de

stabilité de la Belgique. Dans la foulée sont élaborées, en collaboration avec des institutions régionales, des perspectives économiques régionales.

Le BFP réalise également, une fois par an, des perspectives financières de long terme centrées sur le coût budgétaire du vieillissement ainsi qu'une analyse de la soutenabilité sociale des pensions, pour le compte du Comité d'étude sur le vieillissement dont il assure le secrétariat.

Chaque année, le BFP élabore, en collaboration avec Statbel, des perspectives démographiques. Tous les trois ans, le BFP élabore pour la Belgique des perspectives énergétiques. Tous les trois ans, il élabore également des perspectives d'évolution de la demande des transports en collaboration avec le SPF Mobilité et Transports. Dans ces trois domaines, ces perspectives sont réalisées sur un horizon de long terme.

Working Papers

Les Working Papers présentent les résultats des recherches en cours menées dans les domaines d'étude du BFP. Ils sont publiés en vue de contribuer à la diffusion de la connaissance de phénomènes essentiellement économiques et d'encourager le débat d'idées. D'autre part, ils fournissent une base conceptuelle et empirique en vue de la prise de décisions. Ils ont souvent un caractère technique et s'adressent à un public de spécialistes.

Planning Papers

Les Planning Papers présentent des études finalisées portant sur des thèmes de plus large intérêt. Ils ne s'adressent pas spécifiquement à un public spécialisé et sont disponibles en français et en néerlandais.

Autres publications

Rapports

Les rapports décrivent les résultats de travaux menés sur la base de missions légales ou en réponse à des demandes spécifiques formulées notamment par les autorités, le gouvernement ou le Conseil central de l'économie.

Ouvrages

Occasionnellement, le BFP publie des études sous forme d'ouvrages.